

2010

OCTOBRE

N°14

4€

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**NPA**

LA REVUE

**TOUT**  
est à nous



GEORGES FONTENIS **ANARCHISTE ICONOCLASTE**  
ACTU **P12**



MINEURS **LA VICTOIRE DE LA DAME DE FER**  
REPÈRES **P25**



UTOPIE LITTÉRAIRE **SCIENCE-FICTION**  
CULTURE **P30**

DOSSIER

**GRAND PATRONAT**  
**UNE CLASSE EN LUTTE...**

# SOMMAIRE

**Myriam Martin et Frédéric Borrás** Une crise sociale *et politique* P3

## ACTU

Retraites **salairé socialisé ou impôt?**

**Jean-Claude Laumonier (Commission nationale sécu-santé-social du NPA)** Salairé socialisé, *les enjeux* P4

**Jean Malifaud** Salairé, impôt, *quelques questions...* P4

**Philippe Legé** Où va *la crise?* P5

**Christine Héraud** Entretien avec Jérôme Lobao *les Roms* P7

**Stéphane Moulain** Georges Fontenis *anarchiste iconoclaste* P10

**Nsuni Met** L'hôpital est malade *et son personnel en souffre!* P11

## DOSSIER

Grand patronat *une classe en lutte...*

**François Coustal** Des deux cents *familles au Medef* P13

**Sylvain Pattieu** Interview **Florian Lebas, historien** P13

**Anne Delaborne** La bourgeoisie *une classe mobilisée* P15

**François Coustal** L'Oréal *la firme brune* P18

## REPÈRES

**François Coustal** Margaret Thatcher *Une vie politique au service du Big Business* P23

Margaret Thatcher *Le crime irlandais* P24

Mineurs *La victoire de la Dame de fer* P25

## EN DÉBAT/EN ACTIONS

**Félix Boggio** Retour sur *les oppressions croisées* P27

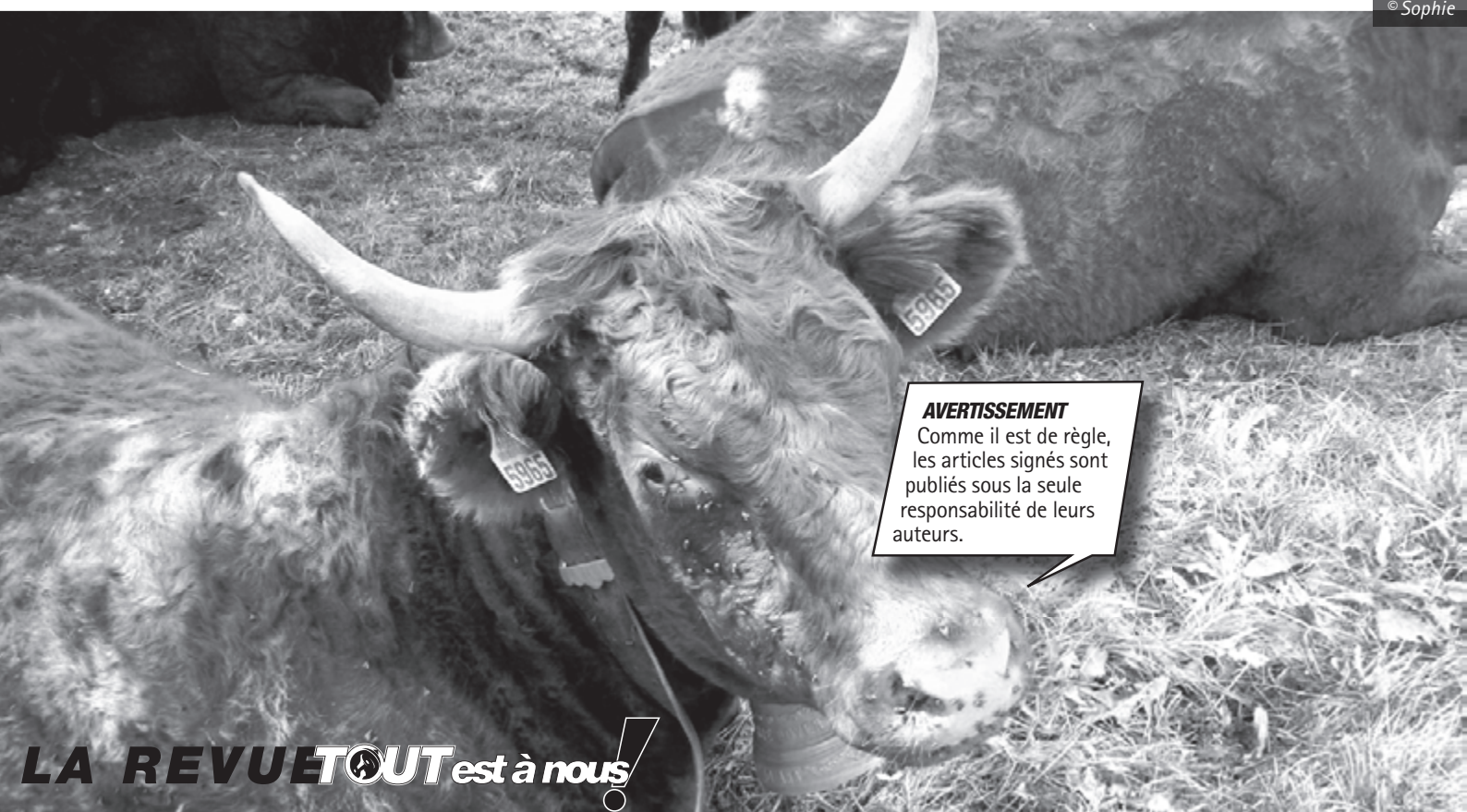
## NOTES DE LECTURE

**Pierre-François Grond** Lire «*HÉMISPHERE GAUCHE*» P29

## CULTURE

**Christian Rialto** De la philosophie *à la science-fiction* P30

Exposition Palesine *Dessins d'enfants* P35



© Sophie

**AVERTISSEMENT**  
Comme il est de règle,  
les articles signés sont  
publiés sous la seule  
responsabilité de leurs  
auteurs.


# Une crise sociale et politique

PAR MYRIAM MARTIN ET FRÉDÉRIC BORRAS

**A**u moment où nous écrivons ces lignes, nul ne peut dire quelle sera l'issue de la mobilisation contre le projet de loi sur les retraites. Et c'est une bonne nouvelle. Tout d'abord parce que cela signifie que le pouvoir en place n'a pas pour l'instant réussi à tenir son pari, celui de s'attaquer aux retraites en écrasant, voire en écartant toute contestation sociale. Au contraire, celle-ci grandit, révélant l'exaspération, la révolte qui animent une grande majorité de la population. Certes l'affaire Woerth-Bettencourt a efficacement contribué à discréditer encore plus la droite aux commandes, le ministre en charge du dossier des retraites étant largement compromis avec les milieux d'affaires et une des familles les plus fortunées de France. Mais au-delà de cette affaire, il est devenu de plus en plus insoutenable et injuste à des millions d'hommes et de femmes précaires, chômeurEs, salariéEs de supporter la facture de la crise économique et de se voir imposer les sacrifices exigés par le gouvernement et le patronat, alors qu'une minorité de possédants profite allègrement du système. L'ensemble des peuples d'Europe sont logés à la même enseigne : plans d'austérité et politiques de rigueur se poursuivent. Il s'agit en fait d'en finir avec tous les acquis, de sabrer dans les budgets sociaux, de détruire les services publics, au nom du remboursement d'une dette publique fabriquée par les politiques

libérales et creusée pour sauver les banques. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet de loi contre les retraites. Un projet qui a valeur de test à une période charnière du quinquennat de Sarkozy : le président a besoin d'un succès sur ce dossier pour entamer à son avantage les derniers mois avant les présidentielles de 2012. Et, pour les mêmes raisons, le mouvement social doit faire face à un enjeu de taille, défaire aujourd'hui Sarkozy sur le terrain social. Rien n'est joué donc. Le climat combatif en cette rentrée montre l'envie d'en découdre de la part d'une bonne partie des salariés et d'équipes syndicales déterminées à affronter la droite qui apparaît aujourd'hui divisée. Certains dirigeants, parmi elle, pensent même que l'actuel chef de l'État pourrait ne pas être le meilleur atout pour gagner aux prochaines présidentielles. Les appels à l'unité du chef de file de l'UMP cachent mal la grogne qui s'exprime parmi les députés et les sénateurs craignant pour leur ré-élection. L'idée qu'il est possible de l'emporter face à Sarkozy a gagné du terrain. La mobilisation se nourrit de la crise politique et du puissant discrédit du pouvoir dont la légitimité

même est atteinte. Il est devenu totalement insupportable aux yeux d'une large majorité de la population que Sarkozy et son entourage continuent de gouverner jusqu'en 2012. La volonté de les chasser au plus vite est puissante et constitue un bol d'air frais. Pour autant de vraies difficultés demeurent, à commencer par le calendrier choisi par les directions syndicales et leur stratégie actuelle qui ne correspondent pas à ce qu'il est nécessaire de mettre en œuvre pour construire une mobilisation d'ampleur, par la grève reconductible. De plus la mobilisation pour l'instant n'a pas généré de structures d'auto-organisation, nécessaires pour que les salariés prennent en main leurs luttes et les développent. Mais le poids de la crise sociale et ses conséquences – précarité, chômage et peur des licenciements – pèsent aussi sur la mobilisation, ce

d'autant plus que les travailleurs ont bien compris que l'attaque contre les retraites nécessite une riposte à un niveau très élevé, car seule la grève générale fera reculer le pouvoir. Cet objectif exige des militantEs du NPA de poursuivre plus que jamais leur implication dans cette lutte. Bien sûr le NPA ne peut changer à lui seul le rapport de forces. Mais par son travail unitaire, celui effectué au sein d'équipes syndicales de lutte, celui mené dans les comités, le NPA a montré son ancrage, sa capacité à agir, et surtout qu'il était apte à se rassembler pour l'essentiel lorsque les circonstances l'exigent. Comme parti des luttes et pour les luttes le NPA fait la démonstration de son utilité. La détermination à combattre jusqu'au bout cette contre-réforme ne doit pas faiblir. Une victoire sur les retraites changerait notablement le rapport de forces dans ce pays et au-delà même de nos frontières. Il constituerait sans doute un formidable encouragement pour tous ceux et toutes celles qui ne veulent plus subir le capitalisme et qui pensent qu'on doit en finir avec ce système. 

©Photothèque Rouge/Taous

RETRAITES

# Salaires socialisés ou impôts

*Dans le combat pour les retraites, des débats émergent sur le financement des pensions. Faut-il s'appuyer exclusivement sur le salaire socialisé, donc les cotisations sociales, en exigeant des augmentations de salaires et de cotisations patronales pour couvrir les besoins ? Ou doit-on avoir recours à l'impôt pour faire contribuer directement les entreprises sur la base des profits qu'elles réalisent ?*

*Jean-Claude Laumonier et Jean Malifaud exposent les arguments en faveur de chacune des positions*

## Salaire socialisé, les enjeux

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

(COMMISSION NATIONALE SÉCU-SANTÉ-SOCIAL DU NPA)

**D**ans le débat sur les retraites, le grand mérite de l'appel Copernic/Attac est d'avoir remis «à l'endroit» ce que l'idéologie libérale s'acharne à poser «à l'envers»: le financement des retraites est une question de répartition des richesses et non une question de démographie. L'accord des signataires sur ce point essentiel laisse (à juste titre) en suspend plusieurs questions qui doivent être débattues, sans que cela fasse obstacle à l'action commune.

Le mode de financement des retraites (et plus généralement de la Sécurité sociale) est l'un des éléments importants de cette discussion: faut-il maintenir et étendre le principe de la cotisation sociale, du salaire «socialisé»? Ne faut-il pas y ajouter d'autres modes de financement par l'impôt en «taxant» les profits, en particulier tous les revenus financiers non soumis à cotisations sociales? Une seconde question est liée à celle-ci. Quelle institution doit être chargée de la gestion de ce salaire socialisé? Une institution autonome, autogérée par les salariés, ou bien l'État? Nous défendrons ici la supériorité du financement par des cotisations sociales, et celle d'une Sécurité sociale autogérée.

### TROUVER D'AUTRES MODES DE FINANCEMENT?

L'argument semble de bon sens. Pourquoi se priver de ressources supplémentaires qui permettraient de faire

face à la nécessaire augmentation de la part de la richesse consacrée aux retraites, à l'assurance-maladie... N'est-il pas légitime de taxer les revenus financiers et plus généralement les revenus qui échappent aux cotisations sociales? Cette proposition soulève pourtant plusieurs questions.

En premier lieu, elle suppose que l'accroissement des cotisations sociales n'est pas en mesure de répondre aux besoins. Envisager d'autres modes de financement, c'est d'une manière ou d'une autre considérer «qu'il y a un problème» avec le financement par des cotisations sociales. C'est précisément la thèse des défenseurs de la contre-réforme qui ne cessent de répéter que les retraites ne seront plus financées dans les années à venir.

Or il n'y a aucun «problème» lié au financement par des cotisations sociales. C'est au contraire le seul système (contrairement à la capitalisation boursière) qui a montré sa vitalité et sa capacité à faire face à des échéances sur le long terme. Le seul «problème», c'est qu'il est nécessaire d'affecter une part croissante de la richesse produite aux cotisations sociales et donc d'inverser la tendance en cours depuis 30 ans, qui a diminué de dix points de PIB la part des salaires et augmenté d'autant celle des profits. Plutôt que d'imaginer de nouveaux modes de financement, n'est-il pas beaucoup plus simple et clair d'exiger l'augmentation de la part des cotisations dites «patronales»?

Le débat avec les défenseurs de la «taxation des profits» ne porte pas sur la nécessité ou non de «prendre sur les profits», mais sur comment le faire. Pour nous, la meilleure manière de prendre sur les profits, c'est de modifier à la source la répartition de la richesse entre salaires et cotisations sociales d'une part, profits de l'autre.

S'orienter vers une «taxation des profits», c'est prendre son parti de la répartition actuelle entre salaire (direct et socialisé) et profit, pour ensuite tenter de la compenser par d'autres moyens. Or la «taxation des profits» présente par rapport à la cotisation sociale un gros inconvénient.

Elle fait dépendre la bonne santé financière de la protection sociale... de la bonne santé des profits. Dans cette logique, pour assurer l'avenir des retraites, la part des profits devrait être la plus élevée possible. Une perspective pour le moins paradoxale!

Comme nous l'avons montré dans un autre article<sup>1</sup>, la cotisation sociale s'inscrit à l'inverse dans une perspective de solidarité et de cohésion de classe. La lutte pour l'augmentation des salaires, des cotisations sociales et le plein emploi peut être menée dans l'intérêt commun de tous les salariés, qu'ils soient au travail ou «hors emploi».



# mpôt?



Dernier argument pouvant justifier la recherche d'autres financements: l'augmentation des salaires et des cotisations sociales suppose un affrontement social dur avec le patronat.

Ne serait-il pas plus facile dans le cadre d'un gouvernement de gauche de faire adopter une législation taxant le capital? En un mot, ne serait-il pas possible de contourner l'obstacle plutôt que de l'affronter?

Mais là encore, il s'agit d'une illusion. Soit la «taxation du capital» reste une mesure symbolique ou «cosmétique», soit elle s'en prend vraiment au capital et, quelle que soit la méthode employée, impôt ou cotisation sociale, l'affrontement est inévitable.

#### **INDÉPENDANCE DE CLASSE ET INSTITUTION DU SALARIAT**


Défendre la cotisation sociale, c'est aussi défendre l'existence d'une institution

du salariat, gérée par les salariés eux-mêmes, indépendante du patronat et de l'État. Si la cotisation sociale représente un part du salaire, c'est aux salariés eux-mêmes de prendre les décisions sur son utilisation.

La Sécurité sociale telle qu'elle est aujourd'hui en est certes très loin. Non seulement le patronat cogère la Sécurité sociale, non seulement il n'y a plus d'élections de représentants des salariés, mais c'est le pouvoir politique qui a la mainmise sur la gestion et le Parlement qui chaque année décide, par le vote de la loi de financement de la Sécurité sociale, de l'utilisation d'un budget supérieur d'une fois et demi à celui de l'État.

Il faut donc exclure le patronat de toute gestion du salaire socialisé, qui relève des salariés et d'eux seuls, refuser tout contrôle de l'État sur la «sécu», rétablir

des élections démocratiques des représentants des assurés sociaux, mais aussi instaurer une démocratie directe où les assurés sociaux prendront démocratiquement, après débat contradictoire, toutes les grandes décisions sur l'utilisation de leurs salaires.

Cette dynamique de gestion par les travailleurs préfigure et prépare ce que sera l'autogestion dans la société socialiste de demain. Elle est nous semble-t-il bien préférable à la gestion par l'État d'une fiscalité qui échappe au contrôle des salariés. 

| 1. Voir Tout est à nous! la revue n°10

# Salaire, impôt, quelques questions...

PAR JEAN MALIFAUD

**L**e principe de la Sécurité sociale que nous défendons opiniâtrement est la solidarité. Les salariés dotés d'un emploi paient pour ceux et celles dont l'emploi est interrompu, les bien-portants pour les malades, etc. Pour les retraites, les actifs d'aujourd'hui assurent les pensions des actifs d'hier que sont les retraités d'aujourd'hui.

Dans ce système dit de répartition, la solidarité est ainsi intergénérationnelle. Elle est aussi interprofessionnelle par des compensations entre caisses de retraites. Par parenthèse, les fonctionnaires n'ont pas de caisse : leurs pensions apparaissent sur une simple ligne budgétaire dans le budget de l'État et sont donc du ressort de l'impôt. La solidarité s'exerce aussi entre salariés : validation d'annuités pour avoir exercé un métier pénible ou élevé un enfant, pensions de réversion – il n'est pas indispensable d'ouvrir ici le débat, complexe, sur cette question liée à l'institution du mariage, à la famille, à l'héritage...

Cette solidarité est très loin d'être satisfaisante : les chômeurs en fin de droit le savent ! Pour les dépenses de santé, elle est sans cesse rognée : remboursements, forfaits hospitaliers, instauration de fait d'une médecine à plusieurs vitesses... En ce qui concerne les retraites, elle est encore moins satisfaisante. Par exemple, un retraité n'est (heureusement) pas remboursé pour ses soins médicaux en fonction de sa durée de cotisation, alors que sa pension en dépend et de plus en plus !

Nous portons donc l'exigence d'une extension de cette solidarité dans tous les domaines de la Sécurité sociale.

Pour financer cette Sécurité sociale et son extension, nous en restons à demander l'augmentation de la part socialisée du salaire brut (indûment appelée cotisation patronale). En plus, bien entendu, d'augmenter les salaires nets que perçoivent les salariés ! Tout cela demanderait à être chiffré précisément puisque nous ne pouvons nous contenter du slogan « 1 500 euros pour tous »... Ce sont des sommes colossales !

Nous avons sans doute raison d'en rester là, par principe (le salaire socialisé). Mais nous

ne devrions pas en faire un point de clivage. Les organisations syndicales qui posent la question d'élargir l'assiette du financement ont quelques arguments. Par exemple quand elles proposent de mettre davantage à contribution les entreprises qui emploient peu de main-d'œuvre... Pourquoi se priver de pointer les contradictions du capitalisme ?

Dans tous les cas, il faut se garder d'opposer augmentation des salaires et taxation des profits et des revenus financiers. Même si nous séparons les deux, le premier pour la Sécurité sociale, le second pour l'impôt, nous n'en avons pas fini...

## OÙ VIENT S'IMMISER L'IMPÔT ?

Il faut tout d'abord faire appel à l'impôt pour assurer certaines prestations sociales. Il existe dans la société des personnes, des femmes notamment, qui pour une raison ou une autre n'ont jamais été salariées ou n'ont jamais cotisé. Elles ont néanmoins le droit d'être soignées, logées, etc. Les associations caritatives sont fort respectables (enfin, certaines...) mais nous devons défendre que la prise en charge de ces prestations incombent à l'État. Il n'est pas sûr que cela soit marginal...

On devrait ensuite aborder la question du quatrième âge. Les maisons de retraite, celles qui sont décentes et même quelques autres, ont un coût largement supérieur au Smic revendiqué. L'impôt doit donc intervenir pour combler la faiblesse des pensions. Et si nous demandons la création d'un service public afférent, c'est bien du ressort de l'impôt !

Et de l'autre côté de la vie, pour les jeunes ? À l'automne dernier, dans les mesures d'urgence pour les jeunes, on parlait d'un « présalaire d'autonomie à hauteur du Smic » et lors de la campagne des régionales, d'une « allocation d'autonomie à hauteur du Smic pour tous les jeunes de 16 à 25 ans ». Une chose est acquise : tous les jeunes sont concernés et pas seulement les étudiants... Les bornes d'âge peuvent être justifiées : le point de départ non par l'âge de la majorité mais par la fin de l'école obligatoire que l'on revendique à 18 ans. La question est : présalaire ou allocation d'autonomie ?

Parler de présalaire signifie que le financement est assuré par le salaire des actifs.

Au-delà du succès que rencontrerait l'ajout d'une ligne supplémentaire sur la fiche de paie des salariés, portant « contribution aux frais d'étude des étudiants », la mesure demanderait pour le moins des explications ! Ensuite, tous les jeunes ne se destinent pas à devenir salariés. Les étudiants notamment, pour un certain nombre d'entre eux, exerceront une profession libérale. Financer leurs études par le salaire socialisé constituerait un transfert en sens inverse de l'autre partage des richesses que nous voulons. Non, il faut s'en tenir à une allocation dont la charge revient à la collectivité (de tous et non des seuls salariés) et donc à l'impôt. Elle pourrait d'ailleurs être largement assurée par la suppression de la demi-part d'impôt supplémentaire dont bénéficient les ménages qui n'aurait plus lieu de subsister dès lors que les jeunes seraient financièrement autonomes !


Par ailleurs, à côté de l'allocation, il nous faut privilégier la gratuité d'un certain nombre de « prestations » : santé (ce qui est loin d'être le cas actuellement !), logement (Cité U gratuites pour les étudiants mais aussi pour les jeunes en recherche d'emploi), pourquoi pas restauration collective, loisirs, culture (un forfait pour concerts, théâtres, cinémas), etc.

Reste une question...

## SMIC ET « MINIMUM VITAL »

Ces deux notions sont essentiellement différentes : la seconde renvoie à ce qui est nécessaire pour vivre (logement, nourriture, transports, santé, loisirs) ; le salaire minimum est le seuil en deçà duquel on ne tolère pas qu'un patron exploite un salarié...

Il ne s'agit pas d'une question quantitative mais de considérer que ces deux notions différentes ont à voir avec ce qu'on appelle la lutte des classes. La proposition minimum vital = Smic se renverse en Smic = minimum vital... L'un des buts des luttes sociales depuis deux siècles est justement d'arracher que le salaire minimum soit un peu plus que le simple nécessaire à la reproduction de la force de travail !

Traduction quantitative : si le minimum pour (sur)vivre est fixé à 1 500 euros net par mois, le Smic revendiqué doit être au-dessus... 

# Où va la crise?

PAR PHILIPPE LEGÉ



© Photothèque Rouge/JR

*En se fondant essentiellement sur la production et l'emploi, le National Bureau of Economic Research (NBER) vient de calculer que la récession américaine a duré dix-huit mois, de décembre 2007 à juin 2009, « soit la plus longue depuis la Seconde Guerre mondiale ». La précédente avait duré de mars à novembre 2001. Mais la fin de la récession ne signifie absolument pas la fin de la crise. La reprise de la croissance, survenue fin 2009, a non seulement été éphémère, mais elle n'a pas amélioré l'emploi. Quelles sont les difficultés du « redémarrage » de la puissance dominante ? Pourquoi la crise risque-t-elle de reprendre une nouvelle impulsion à partir du lieu même d'où elle avait surgi en 2006, l'immobilier américain ? Quelle est l'évolution de la situation mondiale ?*

**E**n 2009, aux États-Unis, le PIB a diminué de 2,4%<sup>1</sup>. Avec le retour de la croissance survenu fin 2009, et confirmé début 2010, certains annoncent la reprise. Mais la consommation de services ralentit tandis que le déficit commercial se creuse. La croissance du deuxième trimestre 2010 (+1,6%) est plus faible que celle du premier trimestre (+3,7%), elle-même plus faible que celle de la fin 2009 (+5%).

## LA PERSISTANCE D'UN CHÔMAGE DE MASSE

Cette décélération intervient alors que l'économie américaine fonctionne avec 8 millions d'emplois de moins qu'en 2008. En effet, la restauration rapide des profits s'est faite par la destruction de capitaux et par l'accroissement de « l'armée industrielle de réserve ». Certes, durant les cinq premiers mois de 2010, la tendance s'est inversée : des emplois ont enfin été créés. Mais la plupart d'entre eux étaient des postes tem-

poraires liés au recensement décennal qui a lieu cette année aux États-Unis. Les tendances négatives de fond sur le marché de l'emploi ont donc rapidement resurgi. Ainsi, on a enregistré une destruction nette de 233 000 postes de juin à août.

Quant au bref recul du taux de chômage, il traduisait surtout un phénomène de découragement et d'exclusion. Faute de perspectives, de nombreux travailleurs sans emploi ne font plus de démarches sur le « marché du travail »<sup>2</sup>. Lorsque le taux de chômage officiel diminuait, l'indicateur incluant les « chômeurs découragés » augmentait ! Les États-Unis traversent une crise sociale majeure. Depuis la Seconde Guerre mondiale, un tel chômage n'avait été observé que deux fois : brièvement en 1975 et plus longuement en 1982-1983. Les États-Unis ne possèdent pas d'amortisseurs sociaux comparables à ceux d'un pays comme la France. Or, le chômage de



masse va durer : le taux officiel (remonté à 9,6% en août) pourrait dépasser 10% l'an prochain. L'administration Obama table ensuite sur un taux de 8,2% en 2012 (et 5,2 %... à la fin de la décennie !).

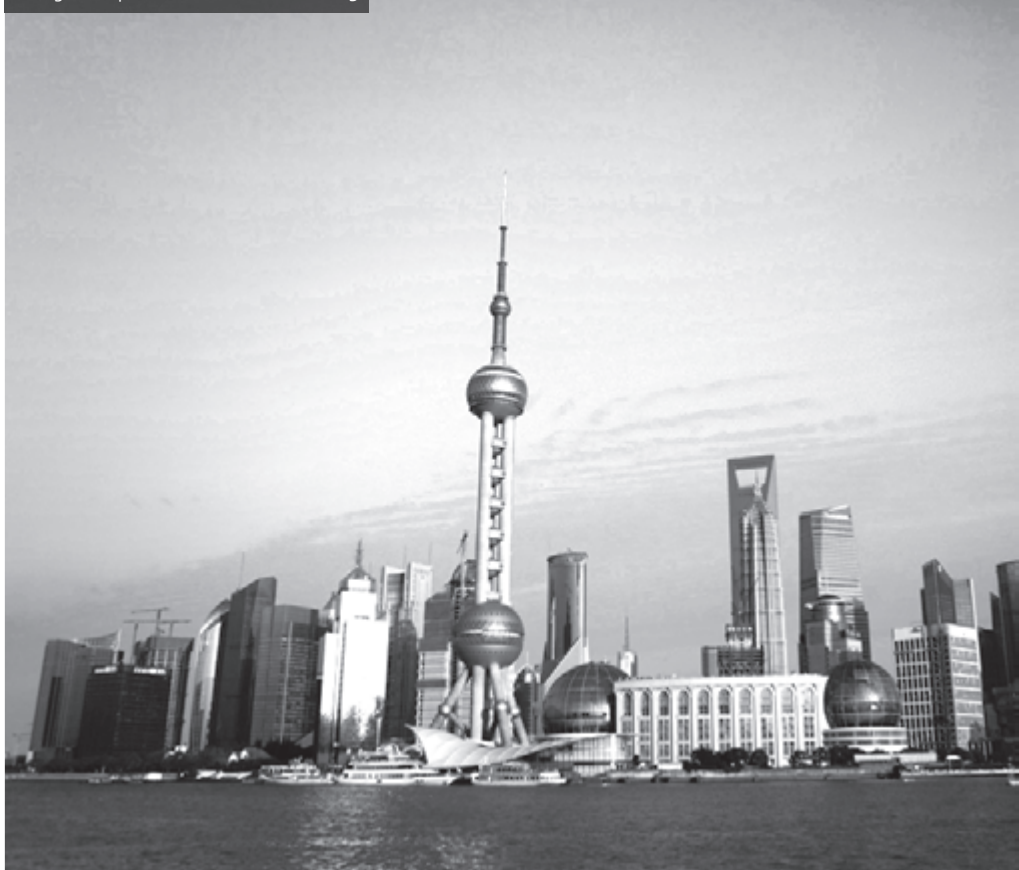
### REDÉMARRAGE DIFFICILE

La persistance du chômage de masse s'explique bien sûr par la profondeur de la crise actuelle, elle-même liée à la brièveté de la précédente. Le report des contradictions du régime néolibéral a engendré une accumulation de déséquilibres. Pendant 25 ans, la croissance américaine a été stimulée par la forte demande de consommation. Le taux d'épargne des ménages a chuté et le déficit extérieur courant a augmenté plus vite que le PIB. La surconsommation américaine s'est nourrie de l'épargne mondiale<sup>3</sup>.

Durant les années 1990, cette consommation était stimulée par l'envolée des cours de Bourse. Les actions figuraient dans le patrimoine d'une part croissante des ménages américains. Or, il suffit que chacun considère la valorisation de son capital fictif comme une richesse pouvant être liquidée à tout moment pour créer un « effet richesse ». Cet effet repose évidemment sur une illusion : la production ayant augmenté bien moins vite, tous ne peuvent convertir leurs chiffons de papier en pouvoir d'achat. Mais l'effet, lui, est bien réel : la part de la consommation a augmenté. Après la crise de la « nouvelle économie », la bulle s'est déplacée vers l'immobilier. Ce transfert a été encouragé par la baisse drastique des taux d'intérêt. Les ménages s'endettent. Entre 2000 et 2006, le taux de croissance annuel moyen de l'encours des crédits immobiliers était de 13%. Soit un doublement sur la période.

Avec la crise actuelle, le taux d'épargne se met à augmenter. Les autorités américaines y voient le signe d'une résorption des déséquilibres. On observe toutefois une baisse de ce taux durant le second semestre 2009. Cela correspond précisément à la période de redressement spectaculaire de la croissance du PIB. Depuis, le taux d'épargne est reparti à la hausse et la croissance du PIB décélère. Le retour de la croissance n'était donc pas dû à l'émergence d'un nouvel ordre productif mais au fugitif retour vers l'ancien.

Shanghaï, le quartier des affaires/Pudong



Aussi la reprise fut-elle éphémère. Pour que la bulle continue de se dégonfler, le taux d'épargne doit remonter mais alors la récession menace. On voit mal comment les ménages pourraient maintenir leur consommation malgré les baisses de revenu provoquées par le chômage et malgré la baisse de patrimoine provoquée par la crise immobilière.

### IMMOBILIER : DE NOUVELLES MENACES

Dès 2006, l'investissement résidentiel des ménages américains amorçait sa contraction. Depuis, l'intervention publique n'a cessé de croître pour essayer d'endiguer les effets de la surproduction immobilière. La Réserve fédérale américaine (Fed) détient au moins 1 300 milliards de dollars en obligations hypothécaires. La plupart des nouveaux prêts bénéficient du soutien de l'État. Les crédits d'impôts ont incité certains ménages à avancer leurs achats. Mais les récentes statistiques confirment ce que l'on pouvait deviner : au-delà de cet effet d'anticipation, le secteur immobilier est toujours en crise.

En mai 2010, la suppression d'un dispositif d'aide fiscale a suffi à faire chuter tous les indicateurs. Les mises en chantier ont reculé de 10%, ce qui n'était

pas arrivé depuis quatorze mois. Les ventes de logements neufs ont chuté de 36,7%, soit la plus forte baisse jamais enregistrée depuis la création de cette statistique. Le petit rebond observé en juin a été immédiatement effacé par une nouvelle baisse en juillet. Au-delà des variations conjoncturelles, le décor demeure inquiétant : près de 1,3 million de logements neufs avaient été vendus en 2005, seulement 276 000 l'ont été ces douze derniers mois. Et « la demande d'espaces commerciaux ou industriels demeure déprimée » note la Fed. Les dépenses de construction sont au plus bas depuis dix ans. Même le marché de l'ancien s'effondre : les ventes ont baissé de 27% en juillet.

Par rapport à la demande solvable, le capital immobilier demeure donc pléthorique. Un trait essentiel des crises capitalistes est que cette abondance se traduit socialement par l'appauvrissement de la population et non par la satisfaction de ses besoins. Entre le dernier trimestre 2009 et le premier trimestre 2010, le nombre de saisies a bondi : +18,6% de nouvelles procédures, +8,5% de saisies en cours, +18,5% de saisies effectuées ! En trois mois, plus de 150 000 ménages ont été expulsés. On





en prévoit 1 million dans l'année. Certes, le *Home Affordable Modification Program* (HAMP) permet, pour les ménages éligibles, d'avoir des mensualités réduites grâce à une diminution du taux d'intérêt (jusqu'à 2%) et un allongement du prêt (jusqu'à 40 ans). Mais l'efficacité du dispositif est très relative: douze mois après le rééchelonnement, plus de la moitié des emprunteurs peinent toujours à payer les mensualités.

La proportion de prêts immobiliers

subissant des retards de paiement a légèrement diminué. Mais 12,7% de 6000 milliards de dollars, cela représente encore un risque important. Le Congrès a demandé au gouvernement de présenter une loi pour réformer Fannie Mae et Freddie Mac. Ces deux établissements, mis sous tutelle en septembre 2008 et renfloués à hauteur de 148 milliards de dollars depuis lors, soutiennent actuellement la majeure partie du marché. Le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, a affirmé le 17 août: «réparer ce système [du financement de l'immobilier] est l'un des problèmes de politique économique les plus importants et les plus compliqués auxquels est confronté notre pays». S'il a rejeté l'idée d'en revenir au modèle précédent, il n'a pas indiqué quel pourrait être le nouveau...

### UNE CRISE MONDIALE

Pour la puissance dominante, la reprise a donc été éphémère et elle n'a pas amélioré la situation de l'emploi. La crise immobilière connaît une nouvelle aggravation. Quelles en seront les conséquences? Avec l'effondrement des *subprimes* amorcé en 2006, la valeur des actifs détenus par les banques du monde entier avait été dépréciée en 2007. Là encore, il faut s'attendre à une crise bancaire. Mais au-delà, les mêmes causes produiront-elles les mêmes effets?

En 2008, la crise s'était non seulement aggravée aux États-Unis, mais elle était devenue mondiale. Cela signifie en fait deux choses. Premièrement, le capitalisme mondial ne peut pas repartir «comme avant». Le modèle global, dans lequel la consommation américaine tirait les grands pays émergents qui prêtaient en retour aux États-Unis, a atteint ses limites. Deuxièmement, en 2008 la crise s'était transmise aux autres États du centre, principalement par le capital bancaire, et à la majeure partie de ceux de la périphérie, principalement par le commerce. Le PIB mondial s'était effondré fin 2008 et début 2009. Il faut donc tenir compte d'une situation radicalement nouvelle. En particulier, l'Europe est dans une sérieuse crise économique et politique. La transmission risque d'être plus grave et plus rapide que par le passé car les attaques contre les titres grecs ont révélé les profondes contradictions de la construction européenne<sup>4</sup>. Le plan de sauvetage de 750 milliards d'euros est un pansement sur une jambe de bois. Quant à l'économie chinoise, la surproduction menace, en particulier dans le secteur immobilier.

Enfin, les deux années écoulées ont montré à quel point les classes dominantes sont prisonnières de leur propre système, fondé sur la recherche du profit. Partout les dirigeants capitalistes ont accru la dette publique pour sauver le système bancaire et stimuler la demande. Mais partout ils sapent leurs propres efforts, en faisant payer les travailleurs pour restaurer les profits. Que reste-t-il au-

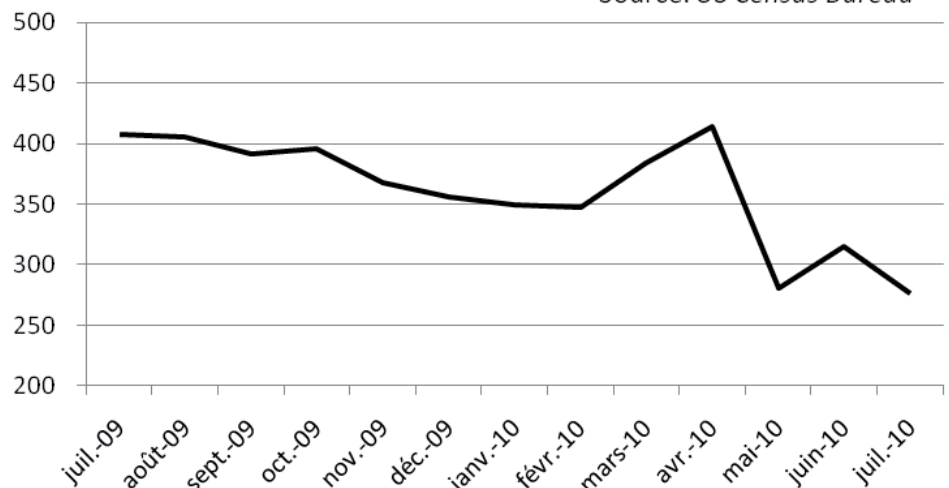
jourd'hui des beaux discours sur la refondation du système? Pas grand-chose, si ce n'est l'émission de nouvelles dettes. La crise des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste apparaît comme une immense accumulation de titres pourris, de créances douteuses et de dettes publiques. Dans la période actuelle, l'analyse de ces dettes est donc le point de départ de tout mouvement de résistance. Face à la guerre sociale et aux plans d'austérité, la population ne peut se défendre sans refuser de payer pour les exonérations fiscales, pour les pertes des banquiers ou pour les achats d'armes. Elle ne peut éviter la régression sans intervenir directement dans la gestion de société, sans s'immiscer dans les comptes de l'État et des entreprises.



1. On trouvera les références statistiques de cet article dans une version disponible sur le site de Contretemps: <http://www.contretemps.eu/interventions/etats-unis-plus-longue-sera-crise>
2. Le même phénomène explique la baisse du taux de chômage (de 9,9% à 9,7%) survenue au deuxième trimestre 2010 en France: [http://www.alternatives-economiques.fr/dans-les-coulisses-de-la-baisse-du-chomage\\_fr\\_art\\_633\\_50380.html](http://www.alternatives-economiques.fr/dans-les-coulisses-de-la-baisse-du-chomage_fr_art_633_50380.html)
3. Lire Michel Husson, États-Unis: la fin d'un modèle, *La Brèche* n°3, 2008 <http://hussonet.free.fr/usbrech3.pdf> et Isaac Johsua, La grande crise du XXI<sup>e</sup> siècle, une analyse marxiste, *La Découverte*, 2009.
4. Lire Michel Husson, Euro: le ver était dans le fruit, *Le Snesup* n°586, juin 2010. <http://hussonet.free.fr/snesup7.pdf>.

## Rythme annuel des ventes de logements neufs (milliers)

Source: US Census Bureau



ENTRETIEN

AVEC JÉRÔME LOBAO, MEMBRE DU COLLECTIF ROMEUROPE<sup>1</sup>

# Les Roms sont pourchassés depuis des années

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CHRISTINE HÉRAUD

**Quelles sont les répercussions, sur la situation des Roms, de la démagogie raciste des Sarkozy-Hortefeux-Besson faisant des Roms originaires de Roumanie et de Bulgarie des boucs émissaires?**

Le discours de Grenoble de Sarkozy, cet été, avait comme principal objectif de faire diversion par rapport à l'affaire Woerth-Bettencourt, à ce moment-là. Mais les expulsions ne datent pas d'aujourd'hui. Une circulaire du 24 juin dernier durcissait déjà les conditions d'expulsion des Roms et cela fait des années qu'ils sont pourchassés, expulsés, leurs lieux de vie détruits. Ce qui est nouveau c'est qu'aujourd'hui, on cible cette population officiellement, par des directives, avec un discours raciste du gouvernement totalement décomplexé.

Sarkozy avait déclaré qu'en trois mois il ferait disparaître 300 lieux de vie roms. Ses préfets ont devancé ses consignes avec zèle puisque dans le même temps, ce sont 413 lieux qui ont été démantelés. On est loin des déclarations passées du préfet de Gironde «pas d'expulsion sans solution de logement».

**Quelle est la situation en Gironde?**

Elle est variable et dépend des communes. Lundi 13 septembre devait avoir lieu, sur ordre de la préfecture, l'expulsion du squat de la Bastide et la destruction des bâtiments appartenant à la communauté urbaine de Bordeaux (CUB). Juppé a préféré demander à la préfecture un sursis, et s'est engagé à un relo-

gement des familles. À la suite de l'incendie de ce squat, il y a quelques mois, ses services avaient fait installer l'électricité (pour éviter les piratages dangereux et les gardes à vue incessantes). Une manière de se démarquer sans le dire de la politique ouvertement raciste d'Hortefeux? À l'opposé, les communes socialistes de Cenon et de Floirac avaient laissé couper l'électricité et l'eau, en août 2009, dans le squat de la rue du Maroc, à Cenon... En juillet dernier, après l'évacuation du bidonville de Floirac, toutes les maisons alentour avaient rapidement été détruites. Ce site abritera le futur «Zénith» de Floirac, projet cher à la députée socialiste Lacuey.

**Quelle est l'attitude des politiques que tu sollicites régulièrement?**

Il y a ceux qui ferment les yeux, députés et sénateurs qui évitent de prendre publiquement position sur cette question, malgré les grands discours des députés socialistes. Il y a les politiques locaux qui parfois «écoutent» et essaient de gérer les problèmes avec «humanité», comme à Pessac, ou même à Bordeaux. Mais il y a surtout ce que j'appelle les «squatters de Mériadeck»<sup>2</sup>: CUB, conseil général et préfecture, qui appliquent arbitrairement les décisions administratives. C'est ainsi que cet été, deux avions ont été affrétés à Bordeaux pour rapatrier plusieurs centaines de Roms bulgares vers Sofia, en leur donnant une somme de 300 euros par adulte. Le préfet aurait dit en privé que «fin septembre, il n'y aura[rit] plus un Rom à Bordeaux». Aujourd'hui,

un mois après, on compte plus de 200 nouveaux Roms dans la région. Certains viennent même d'autres régions vers Bordeaux pour bénéficier du dispositif. Loin d'éloigner la population rom, ce dispositif fait appel d'air et ne règle rien. Ces populations, qui en grande majorité reviennent tout de suite, sont laissées sans solutions de logement et de travail et sans accompagnement social. De la même façon, rien n'est réglé après les expulsions et démolitions de squats. Après la destruction du squat de Floirac, en juillet dernier, quatre nouveaux ont fait leur apparition sur la CUB.

**Cette stigmatisation d'une population, Roms ou gens du voyage, est une offensive du gouvernement qui nous concerne tous. C'est un recul général des droits que le gouvernement veut imposer à l'ensemble de la population (déchéance de la nationalité, amalgame puant immigrés-délinquants,...), en tentant de nous diviser. Quelles mobilisations sont aujourd'hui possibles?**

La situation change. Je me réjouis des déclarations de la commissaire européenne qui vient de condamner la politique raciste et xénophobe de Sarkozy. L'activité et l'engagement d'associations et d'individus obligent souvent les politiques à opter, sous la pression, pour des solutions «moins pires» que la brutale expulsion, permettant parfois d'obtenir titres de séjour, solutions de logement et scolarisation des enfants. Ainsi, nous avons obtenu la prise en charge de quelques familles du squat de la Bastide, avec titre de séjour... Et les populations roms ont aujourd'hui conscience de la légitimité de leurs revendications (des papiers, du travail!), comme l'ont montrée les centaines de Roms qui ont manifesté deux fois dans les rues de Bordeaux, en janvier dernier, pour des droits. C'était la première manifestation de Roms, après celle de Saint-Denis, et l'initiative est venue des Roms eux-mêmes.

©Milo/Photothèque Rouge



1. RomEurope est un collectif national d'associations (LDH, Cimade, Secours catholique, Médecins du monde, MRAP...) et d'individus, la plus grosse structure nationale pour l'accès aux droits fondamentaux des Roms migrants. C'est un réseau militant d'intervention, de partage d'informations et de revendications.  
2. Le quartier de Mériadeck se trouve au centre de Bordeaux.

GEORGES FONTENIS (1920-2010)

©Archives Fédérales Alternative Libertaire

 PAR  
STÉPHANE MOULAIN

# anarchiste iconoclaste

*Georges Fontenis dont nous avons appris le décès début août dernier n'était pas un militant anarchiste ordinaire : syndicaliste, anticolonialiste convaincu et principale figure, avec Daniel Guérin, du courant communiste libertaire. Nombreux sont ceux qui parmi nous l'ont croisé au cours des dernières décennies.*

**T**ombé dans l'anarchisme très jeune, Georges Fontenis, jeune instituteur, fait partie de ceux qui, durant les années noires de l'Occupation, réussirent à maintenir, malgré la répression, le flambeau syndical. Adhérent de la CGT clandestine, il participe à la Libération à la reconstruction du courant syndicaliste-révolutionnaire de l'École Emancipée, un engagement auquel il resta fidèle pratiquement toute sa vie.

Il est aussi de ceux qui se lancent dans la reconstruction du mouvement anarchiste, ce qui n'est pas chose facile, vu le rapport de ce courant politique avec la notion même d'organisation. Depuis les années 1920, les anarchistes sont divisés entre les partisans d'une organisation structurée, gage d'efficacité selon eux, et ceux dont les préférences portent sur une simple coordination entre militants d'obédiences et d'activités diverses. Dans ce débat, Fontenis est clairement avec les premiers. Quand il se retrouve en 1945 secrétaire national de la Fédération anarchiste, il s'attache à la transformer en un instrument propre à intervenir dans la lutte des classes, qui semble d'ailleurs s'accélérer en ces années de grèves et de répressions.

## CONTRE L'IMMOBILISME DU TRADITIONALISME ANARCHISTE

Fontenis et ses amis se heurtent à l'immobilisme des anarchistes individualistes et créent dans le droit fil de la tradition bakouniniste une fraction secrète grâce à laquelle ils prennent le contrôle de l'organisation. Désormais nommée Fédération communiste libertaire, celle-ci mène une campagne résolue et courageuse en soutien aux indépendantistes algériens tandis que les tenants de l'anarchisme traditionnel font scission. Cer-

tains d'entre eux refondent une nouvelle Fédération anarchiste autour du *Monde libertaire*. La FCL quant à elle, affaiblie par les scissions disparaît en 1957, sous les coups de la répression et en proie aux dissensions internes. Après une période de clandestinité, Fontenis fait partie des militants arrêtés et passe de longs mois en prison.

Les années suivantes qui précèdent Mai 68 sont riches de rencontres. À sa manière, Georges Fontenis a participé au brassage des cultures qui caractérisa une partie de l'extrême gauche de cette époque et contribua à «l'esprit de Mai». Ainsi le retrouve-t-on, par exemple, au sein du groupe de la Voie communiste qui édite une revue du même nom et où se côtoient dissidents du PCF, militants trotskistes et libertaires. Quand vient Mai 68, Fontenis participe à l'animation d'un comité d'action révolutionnaire dans la ville de Tours où il réside. Le groupe est à l'origine d'un appel à la constitution d'un grand rassemblement révolutionnaire. L'idée fera long feu. Mais, avec l'écrivain Daniel Guérin, il participe l'année suivante à la fondation d'un Mouvement communiste libertaire qui marque la renaissance du courant et d'où procède, non sans diverses vicissitudes organisationnelles, l'Alternative libertaire, fondée en 1991 et au succès de laquelle il a beaucoup contribué.

## RÉGÉNÉRER L'ANARCHISME PAR QUELQUES PIQÛRES MARXISTES

Georges Fontenis était tout le contraire d'un militant sectaire. Il rejoignait l'écrivain Daniel Guérin dans sa volonté de régénérer l'anarchisme par quelques piqures marxistes. Tous deux estimaient que le meilleur de la tradition libertaire pouvait bien se greffer sur les héritages les plus pertinents des socialismes marxistes dans une perspective toujours résolument anti-autoritaire. De cette préoccupation, Fontenis nous a laissé quelques textes écrits dont un premier *Manifeste du communisme libertaire* rédigé pour la FCL en 1953. Les dernières années de sa vie, il s'était consacré davantage à l'écriture. On relève une étude sur les *Amis de Durruti*, un groupe libertaire dissident qui dans l'effervescence mortelle de la Barcelone de 1937 refusait la dérive de la CNT. En 2002, parut aux éditions Bénévent son dernier ouvrage - *Non-conforme* - où s'exprimait encore sa volonté iconoclaste de



lever les tabous des dogmes anarchistes. Un brin provocateur, il y invitait à revisiter la question de l'État, estimant nécessaire de militer pour l'appropriation sociale des services publics et critiquant la pauvreté de la réflexion théorique libertaire sur le sujet. Ses mémoires politiques constituent son ouvrage majeur. Paru initialement sous le titre *L'autre communisme* en 1990 (aux éditions Acratie), le livre portait le sous-titre *Histoire subversive du mouvement libertaire*. Il y revisitait notamment toute l'histoire de la FCL, critiquant durement les pesanteurs et le conservatisme d'un anarchisme humaniste bien inoffensif, n'hésitant pas à revenir sur ses propres manquements et erreurs. Réédité plusieurs fois depuis par les éditions de l'Alternative libertaire (la dernière fois en 2008), le livre constitue une source importante de l'histoire du mouvement anarchiste dont Georges Fontenis fut incontestablement l'un des acteurs les plus marquants.

L'HÔPITAL EST MALADE

# et son personnel en souffre!

PAR NSUNI MET

*Les réformes de l'hôpital qui impliquent toujours plus de tâches avec toujours moins de personnels ont des répercussions sur les conditions de travail et la santé des agents, et par conséquent sur la qualité du service rendu aux malades.*

**L**e secteur hospitalier est un milieu difficile, car les personnels y sont confrontés à la souffrance, la mort, la violence, la détresse physique et sociale. Les contraintes économiques imposées aux hôpitaux entraînent une réduction des équipes soignantes inquiétante pour la qualité des soins dispensés aux patients et pour les conditions de travail des agents. En effet, à force de travailler à flux tendu et de tirer sur la corde toute l'année, celle-ci finit par lâcher. Nombreux sont les services où il manque infirmières, aides-soignants, secrétaires, médecins... au point d'en entraîner la fermeture. Cela augmente la charge de travail pour les agents restant avec

l'obligation de faire des heures supplémentaires jusqu'à frôler l'illégalité (travailler 60 heures par semaine avec – dans le pire des cas – 24 heures de récupération). L'exercice de ce métier nécessite de pouvoir prendre du recul et du repos. C'est pourquoi la récupération physique mais surtout psychologique sont indispensables. Et lorsque cela n'est pas respecté la détresse psychologique des professionnels s'installe.

## LOGIQUES ÉCONOMIQUES

Les autorités de santé sont enfermées dans des logiques économiques. La loi Bachelot confirme les suppressions de postes redoutées, qui ont commencé dans certains hôpitaux : 700 à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), 650 à Nancy, 387 au Havre, 350 à Lyon, 200 à Nantes... Les directions hospitalières se focalisent sur la rentabilité et les cadres de service gèrent ce qu'elles appellent de l'absentéisme, c'est-à-dire les arrêts maladie, congés maternité et départ non remplacés. Au point que certains établissements fonctionnent avec des intérimaires dans tous les services, alors que la plupart n'en connaissent pas le fonctionnement ni les protocoles à

respecter... Sans compter que le recours à des intérimaires est extrêmement onéreux pour les établissements hospitaliers. Malgré le manque flagrant de personnels, une précarisation de certains métiers est en marche. C'est le cas des aides-soignants (notamment à l'AP-HP) auxquels on propose des contrats de trois mois renouvelables (cinq fois au maximum). Toute nouvelle recrue doit être formée. Cette instabilité, due au turn-over des équipes, nuit au fonctionnement du service et par conséquent à la prise en charge du patient.

## PERTE DE SENS

Au-delà du nombre d'heures important demandé aux agents, la flexibilité des horaires (travailler 8 heures, 10 heures, 12 heures, de jours, de nuits) est imposée, ainsi que la polyvalence. Cela signifie que le même agent peut travailler dans un service et le lendemain dans un autre, sans en connaître les spécificités. Il y a une réelle perte de sens dans le travail, ce qui est amplifié par une absence de considération professionnelle et salariale. Même si Bachelot veut nous faire croire qu'elle considère le corps infirmier en lui permettant de changer de catégorie. En effet, les infirmières auront la possibilité de passer de la catégorie B à la catégorie A de la fonction publique à la fin de l'année. Mais alors que cela ne se traduit pas par une réelle augmentation des salaires, la contrepartie est une régression de la situation pour ce qui est de l'âge de départ à la retraite qui passera de 55 à 60 (62?) ans.

Parfois, la technologie joue en notre défaveur, notamment en permettant des glissements de tâches. Ainsi, les aides-soignants réalisent des tâches d'infirmiers qui eux-mêmes font des tâches médicales et administratives... Cela accroît la surcharge de travail et éloigne chacun des missions premières de son métier.

L'AP-HP dénombre environ 40 suicides sur l'année 2009. Ce chiffre fait aussi peur que celui de France Télécom. Cette triste comparaison montre bien le désarroi des agents. Les restructurations sont telles que dans certains établissements, il n'y a plus de médecin du travail, plus de psychologue pour le personnel et une seule infirmière assurant les tâches de médecine du travail pour le suivi médical.

Continuons de lutter pour la non-application de cette loi dangereuse.



GRAND PATRONAT

# une classe en lutte...

*C'est un peu le paradoxe des dernières décennies : dirigeants et idéologues du mouvement ouvrier et populaire s'échinent à expliquer que le monde est devenu tellement complexe, que la dénonciation du patronat est tellement simpliste et la « lutte des classes » une conception tellement archaïque... Par contre, du côté des adversaires, décidément décomplexés, on n'a pas de ces pudeurs ! Il y a quelques années, Denis Kessler, alors numéro 2 du Medef, s'était lâché : « je crois plus que jamais à la lutte des classes et je sais dans quel camp je suis ». Deuxième ou troisième fortune mondiale, Warren Buffet dit la même chose, en termes encore plus crus : « Tout va très bien pour les riches. Nous n'avons jamais été aussi prospères. C'est une guerre de classes et c'est ma classe qui est en train de la gagner ».*

*Pour essayer de faire mentir ce dernier pronostic, connaître l'ennemi n'est pas inutile. La bourgeoisie capitaliste connaît-elle des évolutions dans sa composition comme dans son rôle ? Comment le patronat s'est-il organisé aux différentes époques du capitalisme ? Que signifie l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy du point de vue des rapports entre Etat et grand capital ? Derrière le vaudeville de l'affaire Bettencourt, que révèle l'histoire du groupe L'Oréal ? Voilà quelques-unes des questions auxquelles ce dossier essaie de répondre.*

*En tout cas, un même constat transparait dans tous les articles qui le composent. Bien sûr, la principale force de la grande bourgeoisie vient des automatismes du système économique lui-même – maximisation du profit et accumulation du capital – qui exercent leurs contraintes au-delà même de la volonté des capitalistes considérés comme individus. Pour autant, la bourgeoisie ne s'en remet nullement aux seuls mécanismes du marché. C'est une classe consciente de ses intérêts. Une classe consciente d'être une classe. Une classe mobilisée en permanence. Une classe organisée pour la lutte. C'est une leçon que devrait faire sienne le monde du travail, comme nous y invitent Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot dans leur dernier ouvrage, dont Tout est à Nous !, la Revue publie les bonnes feuilles.*

## Des deux cents familles au Medef

PAR FRANÇOIS COUSTAL

**S**orti en 1936, financé par le Parti communiste et tourné par Jean Renoir, le film *La vie est à nous* débute par un chœur parlé qui scande : « *La France n'est pas aux Français, car elle est aux 200 familles ; la France n'est pas aux Français, car elle est à ceux qui la pillent* ». Cette apostrophe se veut une réponse au slogan de l'extrême droite, « *la France aux Français !* » Il s'agit d'affirmer que « les étrangers » ne sont pas responsables de la crise et de la misère, en dénonçant les vrais coupables : le patronat et les grosses fortunes. Les termes utilisés, qui figurent alors abondamment dans les discours des responsables de gauche, trouvent de fait leur origine dans le système de « gouvernance » – pour employer une expression contemporaine – de la Banque de France. Dans les années 1930, l'organisation de la Banque de France obéit toujours aux

règles fixées en 1806 par Napoléon I<sup>er</sup>. Loin d'être un organisme public, elle regroupe 40 000 actionnaires et est dirigée par une assemblée générale de 200 membres ainsi définis : « *Les 200 actionnaires qui composeront l'Assemblée générale seront ceux qui seront constatés être, depuis six mois révolus, les plus forts propriétaires de ses actions* ». C'est cette assemblée générale ainsi composée qui désigne les quinze membres du Conseil de régence de la Banque de France, l'exécutif de l'institution. Même Édouard Daladier, dirigeant très modéré du Parti radical se livre alors à la dénonciation de cette oligarchie économique : « *deux cents familles sont maîtresses de l'économie française et, en fait, de la politique française. Ce sont des forces qu'un État démocratique ne devrait pas tolérer* ». En 1936, le gouvernement de Front populaire réforma signifi-

cativement la composition et le fonctionnement de la Banque de France.

Mais si l'expression « *deux cents familles* » a connu un tel succès au cours du temps, c'est parce qu'elle exprime bien deux des spécificités de la grande bourgeoisie française. D'abord la très grande concentration de la fortune : au-delà des discours sur la diffusion des actions dans le grand public et sur le « capitalisme populaire », la réalité est la mainmise d'une toute petite couche sociale sur des secteurs centraux de l'économie. Depuis cette époque, certaines « grandes familles » de l'industrie et de la finance ont disparu... et d'autres sont apparues. Mais le haut niveau de concentration du capital s'est avéré être une caractéristique pérenne. Seconde caractéristique : ces familles richissimes ne se



contentent pas de posséder et de diriger de grandes entreprises, elles tentent d'influencer la politique économique et sociale et s'organisent pour peser sur les institutions qui peuvent impacter leurs intérêts. Par exemple, la Banque de France à l'époque du Front populaire ; le gouvernement, aujourd'hui.

### UNE CLASSE MOBILISÉE

Dans leurs nombreux ouvrages, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot ont analysé comment la bourgeoisie – à travers une série de structures, de clubs, de cercles, d'institutions sportives, de lieux réservés d'habitation ou de villégiatures – s'organise pour assurer sa propre cohésion, se protéger de toute intrusion « populaire », influencer les politiques publiques. Parmi toutes ces structures, les organisations proprement patronales – aujourd'hui, le Medef – occupent évidemment une place à part.

Le Comité des forges constitue un peu l'ancêtre des syndicats patronaux : créé en 1864, il rassemblait les grands industriels de la sidérurgie, alors une des branches industrielles motrices de l'économie. Au cœur de cette organisation, on retrouve notamment les « familles » Schneider et de Wendel. Théoriquement adepte du libéralisme économique, le Comité des forges décide en réalité du contingentement de la production sidérurgique (c'est-à-dire la définition de quotas de production) et de la répartition des marchés entre quelques groupes. Grâce à ses importantes ressources financières, le Comité développe son emprise sur la presse et le personnel politique de la III<sup>e</sup> République.

Après la Deuxième Guerre mondiale, il donne naissance à l'Union des industries métallurgiques et minière (UIMM), rebaptisée ensuite Union des industries et des métiers de la métallurgie, du fait du déclin des mines et, parallèlement, de l'expansion de l'automobile et de la construction électronique. En 2007, l'UIMM a défrayé la chronique judiciaire, du fait des révélations sur l'existence de sa caisse noire. Alimentée par des ponctions sur la trésorerie des grandes entreprises de la métallurgie et par le racket des fonds de la formation professionnelle, cette caisse noire servait, selon Denis Gautier-Sauvagnac (dirigeant en titre de l'UIMM), « à fluidifier les rapports sociaux ». Autrement dit... à acheter des représentants

syndicaux ! Et, aussi, quelques hommes politiques particulièrement réceptifs au lobbying patronal et disponibles pour présenter d'anodins amendements législatifs, « techniques » bien sûr... mais toujours favorables à la préservation des intérêts patronaux.

Pendant plusieurs décennies, l'UIMM – qui était la principale des fédérations du CNPF (puis du Medef) – a constitué l'épine dorsale du patronat français. En fait, jusqu'à l'élection de Laurence Parisot. Créé à la Libération, le Conseil national du patronat français prenait la suite de la Confédération générale du patronat français (CGPF). À travers la reconstruction de l'économie, le CNPF voulait aussi faire oublier que les grands patrons français, adeptes du slogan « plutôt Hitler que le Front populaire », avaient dans leur majorité collaboré avec

les nazis. Pendant la IV<sup>e</sup> République et la période gaulliste, cette volonté a conduit le CNPF à largement accompagner la « planification à la française » et à s'accommoder du poids de l'État dans l'économie... dont les idéologues libéraux font aujourd'hui la cause de tous les malheurs. Par la suite, la déferlante néolibérale, la révolution conser-  
-vatrice des années Thatcher-Reagan et la globalisation capitaliste vont, avec retard par rapport à d'autres pays, finir par « décomplexer » le patronat français. En octobre 1998, la transformation du CNPF en Mouvement des entreprises de France (Medef) vient couronner cette évolution... 



©JMB-Photothèque Rouge

ENTRETIEN AVEC FLORIAN LEBAS, HISTORIEN

# « Le triomphe des milieux d'affaires »

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVAIN PATTIEU

***Pendant toute une phase du capitalisme, les chefs d'entreprise étaient des inventeurs (de produit, ou de techniques). Assiste-t-on à une prise de pouvoir des financiers ?***

Ce ne sont pas forcément les capitalistes qui ont inventé les produits, et tous les inventeurs ne sont pas devenus des capitalistes. Chaque phase de la révolution industrielle a été marquée par des inventions. Nous sommes aujourd'hui dans la troisième révolution industrielle, celle de l'électronique, des biotechnologies, du nucléaire. Il y a donc encore aujourd'hui des inventions ! Ce n'est pas ça qui fait la spécificité de la période. Chaque phase de la révolution industrielle se caractérise par une association entre des inventions techniques, des sources d'énergie, des secteurs pilotes et un mode d'organisation des entreprises. Tous ces aspects sont liés : on passe ainsi de la première révolution industrielle à la deuxième avec le développement du taylorisme, à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, mais il ne se conçoit que parce que, entre autres, les usines peuvent désormais fonctionner avec l'électricité et non plus la vapeur : sans électricité, pas de taylorisme. En même temps, chaque phase connaît des contradictions. Au cours de la deuxième révolution industrielle, le travail à la chaîne a permis de développer la production, mais a entraîné aussi des concentrations d'ouvriers « dangereuses », des problèmes environnementaux et d'autres liés à la médiocre qualité des marchandises produites.

La troisième révolution industrielle est née dans les années 1970, le Japon avec le toyotisme en a été le pays pilote. Ce nouveau mode d'organisation de la production avec ses équipes autonomes, ses contrôles « qualité » et la robotisation, a été rendu possible par le développement de l'électronique. Sa contradiction réside dans la déconnexion entre la production de biens et l'enrichissement des populations. L'électronique permet en effet de supprimer de la main-d'œuvre. Dans la production proprement dite, la part de la main-d'œuvre est fortement réduite. L'informatisation permet des informations en temps réel et favorise des délocalisations. Même les services, qui ont

connu un essor, sont touchés aujourd'hui par les pertes de main-d'œuvre et les délocalisations. Le fait historique nouveau de la troisième révolution industrielle réside donc dans le décrochage entre hausse de la production et hausse de la main-d'œuvre nécessaire. Jusque-là, il fallait, même avec les améliorations techniques, même avec le taylorisme, davantage de main-d'œuvre pour produire plus. Ça n'est plus du tout automatiquement le cas.

Concernant la finance, les banques ont toujours été liées à l'industrie. Mais aujourd'hui la finance domine l'industrie, alors que précédemment il y avait plutôt symbiose. Ce qui modifie la donne, c'est la naissance des fonds de pension, le recul de l'État social keynésien. La finance a profité du recul de l'État dans le pilotage des politiques industrielles. Une partie de l'économie financière tourne aujourd'hui sans lien avec la production : ce sont les paradis fiscaux, les nouvelles spéculations boursières, etc. La prise du pouvoir par les financiers est liée à la troisième révolution industrielle et s'est surtout manifestée depuis les années 1980. Elle est à mettre en relation avec la déréglementation de l'économie. Tout cela est rendu possible par l'informatisation généralisée qui offre la possibilité de communiquer en temps réel, de réaliser immédiatement et en permanence des transferts de fonds.

***On considère souvent que, pendant toute une phase du capitalisme, on avait une espèce de capitalisme familial. Aujourd'hui, les entreprises sont cotées en Bourse, le capital est « dilué » et le PDG vient souvent d'une grande école. Dans quelles proportions cette description est-elle vraie ? Quelles en sont les conséquences sur les rapports de force internes à la classe dominante ?***

Ce n'est pas vrai de dire qu'auparavant le capitalisme était familial et que ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le capitalisme familial existe encore, et dire le contraire expose à croire en des propriétaires dé-

sincarnés et inaccessibles. Or les familles Peugeot ou Michelin possèdent encore des parts très importantes de leurs entreprises ; de même avec Liliane Bettencourt et L'Oréal. D'autre part, l'existence de sociétés dont le capital est dilué entre plusieurs actionnaires n'est pas un phénomène nouveau (les sociétés par actions datent du XIX<sup>e</sup> siècle), même s'il y a bien eu un élargissement de ce phénomène. Il y a donc un élargissement, mais pas absolu ; le capitalisme familial n'est pas mort, et il existe même plus qu'on ne le pense. Bien sûr, il y a des contre-exemples retentissants, comme le pharmacien Gaston Roussel qui avait créé sa société de produits pharmaceutiques puis l'avait transmise à son fils. L'intégration au sein de Sanofi a été une vraie rupture (lire Sylvain Rossignol *Notre usine est un roman*, La Découverte).

En ce qui concerne les ingénieurs, leur place a toujours été importante. Le renouvellement partiel des élites économiques par le biais du système scolaire et de ses grandes écoles n'est pas nouveau. Fin du XIX<sup>e</sup> - début XX<sup>e</sup> siècles, il n'est pas rare que des polytechniciens deviennent des industriels (Citroën). J'insiste : plus que l'origine des capitaux ou la place des ingénieurs, ce qui fait la spécificité de la période est le niveau technologique qui découple l'inscription de la production dans un territoire national. Ce phénomène a eu des conséquences sur le grand patronat, notamment le niveau et le mode de rémunération. Comme dans toute période de transition, des fortunes nouvelles sont apparues (François Pinault par exemple), des grandes familles ont décliné. Mais ce sont surtout les rapports entre les grandes entreprises et les PME qui ont changé, avec un développement plus important de la sous-traitance. En France, à partir des années 1970, alors que le chômage de masse apparaissait, les gouvernants se rendirent compte que c'étaient surtout les PME qui créaient des





emplois. Le grand patronat a redécouvert alors le discours tenu par la CGPME : l'idée du patron comme personnage social important, dynamique, «entreprenant», qui pilote son navire et défend ses salariés. Alors que le discours du CNPF était plutôt à tonalité technocratique, les grands patrons récupérèrent cette idéologie maintenue par la CGPME. Mais dans le même temps, la subordination des PME est devenue encore plus forte, du fait du système de crédit, de la sous-traitance et des délocalisations. La contradiction n'a probablement jamais été aussi forte entre petit et grand patronat.

**En France, depuis très longtemps, il y a une très forte interpénétration entre les patrons des grandes entreprises et la haute fonction publique. Où en est-on aujourd'hui ?**

L'interpénétration de l'État et de l'économie date de la Première Guerre mondiale. La nécessité de mise en place d'une économie de guerre a obligé l'État à intervenir directement dans l'industrie, et les patrons l'ont accepté car ça s'est fait dans des conditions avantageuses pour eux. L'État fixait les normes de production, les délais, etc. Il a aussi favorisé la concentration des entreprises par la répartition de la main-d'œuvre et des crédits. Cette intervention nouvelle a continué après la guerre. En 1919, les pouvoirs publics créèrent un secrétariat d'État (transformé en ministère en 1928) pour sauver la nouvelle industrie aéronautique, la reconvertir en industrie de paix alors qu'elle employait près de 200 000 personnes. Ce rôle nouveau de l'État dans l'économie a en même temps rendu plus cruciale encore la question du contrôle politique de l'État et accru les craintes par rapport au mouvement ouvrier. Avoir le contrôle de l'État était en effet plus fondamental encore qu'avant pour les classes dirigeantes, et à ce titre le Front populaire est resté pour elles un traumatisme, non seulement du fait de la grève générale mais aussi parce que les socialistes ont accédé au pouvoir. Les nationalisations de la Libération accentuèrent encore le phénomène. Après 1947 et le renvoi des ministres communistes du gouvernement, une alliance se noua entre le grand patronat et les hauts fonctionnaires des entreprises publiques, souvent venus de la Résistance et de la gauche non-communiste. Le lieu de cette alliance fut le Commissariat général au Plan, et cette technocratie à la française a marqué les Trente Glorieuses.

Du côté du patronat, le CNPF était piloté

par l'IUMM qui proposait un certain mode de régulation sociale. Le patronat, par le biais de l'IUMM, négociait nationalement avec des syndicats puissants, si possible en écartant la CGT. Tout pouvait se négocier, sauf les salaires sur lesquels le patronat ne lâcha rien sans la contrainte. Mai 68 a constitué un sérieux coup de canif dans ce processus bien huilé. Jusqu'à Seillière inclus, c'est ce modèle qui a prédominé dans le CNPF. Mais l'élection de Parisot marque, avec un certain retard par rapport aux changements économiques, un autre mode de régulation sociale. L'IUMM est mise sur la touche, pas seulement à cause des scandales financiers. Désormais il n'est plus besoin de négociations nationales... ni des valises d'argent frais de l'IUMM pour les syndicats. Les négociations sont individualisées, entreprise par entreprise, au détriment des salariés : c'est le triomphe du «management».

L'État n'en continue pas moins de jouer un rôle essentiel dans l'économie. Avec le néo-libéralisme, il ne s'agit pas de promouvoir, comme au XIX<sup>e</sup> siècle, un État qui n'interviendrait pas ou peu dans l'économie. L'État doit au contraire intervenir, mais au service du capitalisme. Les rapports de forces dégradés en défaveur du mouvement ouvrier, par rapport aux Trente Glorieuses, font passer l'État du rôle forcé d'arbitre des relations sociales à ce nouveau rôle. Le chômage de masse, le déclin puis la liquéfaction du bloc «communiste», le tournant de la «rigueur» après 1983, ont permis cette mutation. C'est peut-être en 1974 que les choses ont basculé : une élection de Mitterrand à ce moment là, dans un contexte de mouvements sociaux ascendants et d'effets encore réduits de la crise, aurait pu modifier le rapport des forces. Mais la victoire de Giscard a été un coup d'arrêt, et la dynamique, même si



**À lire**  
**Jean-Claude Dumas (dir.),**  
**Dictionnaire historique du**  
**patronat français,**  
**Flammarion, à paraître**  
**début novembre 2010.**  
**L'Histoire secrète du**  
**patronat de 1945 à nos**  
**jours, le vrai visage du**  
**capitalisme français, dir.**  
**Benoît Collombat et David**  
**Servenay,**  
**La Découverte 2009**



l'espoir resta important, ne fut pas la même en 1981.

**Quels sont les liens entre les différents partis, de droite et de gauche, et le patronat ?**


Sur le fond, il n'y a pas beaucoup de changements dans les relations entre partis de droite et patronat. L'affaire Woerth n'étonne pas les historiens tant il paraît naturel que le grand patronat finance les partis de droite, comme c'est le cas depuis leur origine. Il y a toujours eu des liens très forts mais on ne peut pas pour autant confondre sphère politique et sphère économique. Les patrons s'occupent d'économie, ils sont peu à faire de la politique. Patrons et politiques entretiennent des liens familiaux, culturels, géographiques... Mais on doit parler de classes dirigeantes et non d'une classe dirigeante, car le petit groupe qui dirige la société, et représente à

peine 1 ou 2 % de la population, est un ensemble pluriel. Le noyau dur est constitué par les milieux d'affaires, mais il comporte d'autres éléments qui ne se confondent pas. Le politique est un champ d'action spécifique, qui a son autonomie.

Concernant les forces de gauche, les relations entre socialistes et patronat ont changé depuis 1981. Avant cette date, il n'y avait pas de liens forts entre PS et milieu d'affaires. Par la suite, de hauts fonctionnaires socialistes ont été intégrés dans le système : les cas de DSK ou de Pascal Lamy sont emblématiques. Les classes dirigeantes disposent de moyens gigantesques pour capter des individus et il faut une grande force morale pour y résister. Martine Aubry elle-même a été DRH de Pechiney pendant deux ans avant d'être ministre du Travail en 1997. Le PS d'aujourd'hui n'a donc plus rien à voir avec la vieille SFIO. Toutefois, les liens restent moindres qu'avec les partis

de droite. Il y a des patrons proches du PS, à titre individuel, mais pas des fractions du patronat. La carte socialiste, quand elle est jouée, l'est faute de mieux. La campagne autour de DSK en ce moment peut se comprendre dans ce sens : alors que Sarkozy est en difficulté, mieux vaut DSK comme potentiel présidentiable plutôt qu'une Martine Aubry davantage liée au parti. Le PS n'est pas l'UMP, du fait de ses alliances, des forces sociales qui le soutiennent, et parce qu'existe en France un mouvement social plus fort que dans d'autres pays. La vie politique française reste marquée par le clivage droite-gauche, dont le PS est en partie prisonnier alors que certains en son sein voudraient le dépasser. Il n'y a pas en France de système de « grande coalition » comme en Allemagne ou en Autriche.

**Les conflits au sein du CNPF puis du Medef sont-ils de strictes guerres de clans ou renvoient-ils à des affrontements entre fractions de classe ?**

Les classes dirigeantes, je le répète, ne sont jamais totalement homogènes. Il y a des luttes pour le pouvoir, des luttes de clans. Mais les luttes concernent surtout la manière d'envisager les relations sociales. L'UIMM est doublement dépassée : la métallurgie n'a plus un rôle pilote comme dans la deuxième révolution industrielle et son lobbying politique et social est dépassé, il n'a plus lieu d'être car le rapport des forces est beaucoup plus mauvais pour les syndicats et les salariés. À droite, il y a aujourd'hui des conflits internes. Mais cela ne doit pas faire oublier que la création de l'UMP a permis de fusionner pour la première fois la plupart des tendances de la droite. Il y a donc union des droites, mais reste le problème du FN, que Sarkozy pensait avoir réussi à écarter mais qui revient en force avec la crise. Si Sarkozy est contesté à droite, ce n'est pas sur le fond de son action mais plutôt sur la forme, sur sa façon de gouverner, qui a été efficace mais qui l'est moins. Un Fillon président serait peut-être moins « agressif » mais mènerait la même politique sur le fond : il a déjà piloté la réforme des retraites de 2003... Si divergence il y a, c'est sur la façon la plus efficace pour les classes dirigeantes de garder le contrôle de la situation. Sur le plan politique comme économique, on assiste au triomphe des milieux d'affaires de la troisième révolution industrielle. 



©Photothèque Rouge/JMB

# La bourgeoisie, une classe mobilisée

PAR ANNE DELABORNE

**M**onique et Michel Pinçon-Charlot, jeunes retraités mais sociologues toujours actifs, ont consacré leur carrière, toujours menée en duo, à l'étude des classes supérieures et de leurs modes de reproduction. Des quartiers chics aux cercles privés, des parties de chasse à courre à l'éducation de leurs enfants, les deux sociologues ont disséqué les modes de vie de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie, pour montrer que ce groupe social est probablement l'incarnation actuelle la plus avérée de ce qu'est une classe sociale.

Classe en soi, la grande bourgeoisie et l'aristocratie ont à leur disposition un capital économique, culturel et social très largement supérieur à ceux du reste de la population. Le patrimoine immobilier, industriel et financier qu'elles possèdent les distingue très nettement. L'accumulation de tant de capitaux dans les mains de leurs enquêtés n'a d'ailleurs jamais cessé de troubler le couple de chercheurs, renvoyés en permanence à leurs origines sociales, petite bourgeoisie pour la première, ouvrière

pour le second, et confrontés à un monde adverse à leur positionnement politique longtemps proche du Parti communiste.

Classe pour soi, ce groupe social assure de façon permanente et très efficace la protection de ses intérêts économiques et symboliques, et entretient les éléments de sa reproduction, en envoyant ses enfants dans les meilleurs établissements scolaires et universitaires, en les mariant à d'autres enfants de bonne famille, en habitant dans des quartiers où les voisins sont des semblables. Monique et Michel Pinçon-Charlot ont ainsi montré qu'on n'entre dans ce monde que par cooptation, qu'on ne se promène dans les rues de Neuilly-sur-Seine que parce qu'on y habite ou qu'on y est invité, qu'on suit sa scolarité dans certains établissements que parce que l'on est « bien né ».

Pour comprendre par d'autres voies les réalités de la lutte des classes, ces deux chercheurs, proches de Bourdieu, ont posé leur regard à l'autre bout de la pyramide sociale, abandonnant la classe ouvrière, objet traditionnel des recherches sociolo-

giques. Les Pinçon-Charlot ont pris soin de concilier regard critique acéré et rigueur scientifique, et de restituer leurs travaux à un large public, en répondant aux sollicitations des médias et en allant à la rencontre de leurs lecteurs (ce sont des fidèles de la Fête de l'Humanité, notamment).

Une fois à la retraite, et avec l'arrivée de Nicolas Sarkozy à l'Élysée, ils ont décidé de libérer un peu leur écriture et de laisser du champ à leur plume militante. *Le Président des riches* dissèque la présidence Sarkozy, en montrant à quel point elle sert les intérêts et la reproduction de cette classe dominante qu'ils ont tant étudiée.

À écouter sur le site de Contretemps, un Entretien croisé entre Olivier Besancenot et Michel et Monique Pinçon-Charlot à l'occasion de la sortie de leur dernier livre, « Le président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy »: <http://www.contretemps.eu/interviews/que-faire-riches>

©JMB-Photothèque Rouge

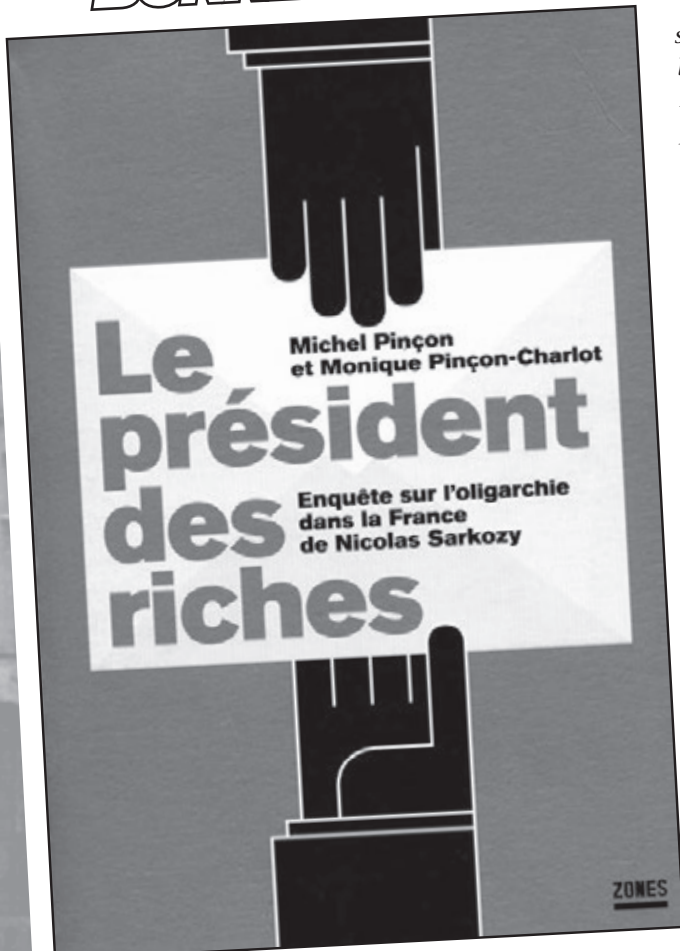


**Un peu de lecture de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon :**  
***Les Ghetto du Gotha : comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Payot, Paris, 2009**  
***La Chasse à courre, ses rites et ses enjeux*, Payot, coll. « Petite bibliothèque », Paris, 2003 (1<sup>re</sup> édition 1993)**  
***Sociologie de Paris*, La Découverte, 2004**  
***Châteaux et châtelains*, Anne Carrière, 2005**  
***Voyage en grande bourgeoisie*, PUF, 1997, 2002, 2005**

# Le président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy

Le nouvel ouvrage de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot prolonge la réflexion en scrutant les rapports entre la grande bourgeoisie capitaliste et le pouvoir politique actuel. Il évoque successivement la politique fiscale mise en œuvre, les amis fortunés de Sarkozy, les dessous de la suppression de la publicité dans l'audiovisuel public, le Grand Paris et bien d'autres sujets. Nouveau constat : dans l'Histoire, rarement l'oligarchie aura disposé au sommet de l'État d'un représentant aussi manifestement dévoué à la défense de ses intérêts. C'est cela la signification concrète de la notion de « droite décomplexée » promue par N. Sarkozy... Les deux sociologues nous le rappellent : si la bourgeoisie est mobilisée, c'est parce qu'elle mène une guerre - une « guerre de classe » - et le pouvoir politique est l'une des armes de cette guerre. On retiendra aussi leur double conviction : d'abord, il faut apprendre à connaître l'adversaire et, donc, « s'intéresser aux différentes composantes de l'oligarchie ». Et ensuite... l'imiter : « il faut faire des riches notre exemple. Leur puissance est due à leur solidarité ». Avec l'aimable autorisation des éditions Zones et, bien sûr, l'accord de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Tout est à Nous ! La Revue publie ici deux extraits de cet ouvrage, où les auteurs explicitent leur démarche et suggèrent quelques pistes de travail.

## BONNES FEUILLES



### EXTRAIT 1 (PAGE 12) CONNAÎTRE L'ADVERSAIRE

Ce combat incertain exige que soient dévoilés les moyens et les méthodes de l'adversaire. Pour le vaincre, ne faut-il pas le connaître? Aussi cet ouvrage prétend-il ouvrir quelques portes. Dans un souci constant de transparence et de lisibilité, nous donnons à lire des faits, des preuves, nous multiplions les histoires et les exemples pour emmener le lecteur sur la réalité du terrain, à La Défense, à Neuilly et dans les lotissements chics où l'entre-soi permet la consolidation des réseaux. Les sources sont indiquées : il faut vaincre l'opacité du pouvoir, l'un de ses remparts les plus solides.

Il fut un temps où la légitimité était l'arme par excellence des possédants. La culture, le caritatif, la simplicité apparente, la politesse envers le personnel qui servait, et le rôle économique indéniable de

l'industriel, du patron connaissant son affaire : la domination sociale pouvait donner le change. Mais qu'est-ce qui peut rendre légitimes les bonus pharaoniques, les prises de bénéfice à la Bourse, les plus-values démentielles des spéculateurs? Les dominants ne sont plus légitimes : ce sont simplement les plus forts.

Dans la France de Nicolas Sarkozy, l'argent est décomplexé, assumé, et l'appât du gain est la raison nécessaire et suffisante de l'enrichissement. L'obscurité calculée des manœuvres financières, les formules mathématiques comme tenues de camouflage, la prétention des grands discours technocratiques des politiques et des dirigeants des banques centrales, la dispersion des lieux stratégiques et leur invisibilité : les classes populaires ne sont-elles pas hors jeu?

En mai 1968, on mettait le feu à la Bourse. En 2010, où est le champ de bataille, où est le point à frapper? Le transfert des connaissances est stratégique : il faut vaincre le mur de l'obscurantisme moderne, mettre au jour les manœuvres et les pièges tendus, dévoiler les mécanismes. Le capitalisme a changé. Il ne s'agit pas de le refonder, les capitalistes le font très bien eux-mêmes. Il s'agit de le confondre pour pouvoir espérer lui substituer la liberté, l'égalité et la fraternité.

Dès le 7 mai 2007 au matin, nous avons décidé de collecter et classer les articles

de presse et les documents permettant de conserver la mémoire de cette avalanche de changements et de ruptures aux fortunes diverses, initiés sous le règne sarkozyste. Ce simple effort quotidien a permis de sauvegarder une mémoire mise à mal par le flot impétueux qui submerge sans cesse l'actualité. Conserver la chronologie des événements, leur enchaînement, la trace des déclarations tonitruantes, est le moyen de mettre en évidence les tours de passe-passe d'un pouvoir déguisé en magicien. (...)

L'adversaire est fort, la classe dominante est mobilisée sur tous les fronts. Ce constat risque d'être désenchanté. Aussi terminons-nous en suggérant, à partir de réflexions sociologiques, des lieux où porter le regard et l'action. Pour contrer la collusion des élites, la connaissance de leur fonctionnement est un premier combat, mais aussi la condition d'une posture critique vis-à-vis de ceux qui mènent une guerre psychologique résolue contre les peuples désemparés. Le lecteur pourra s'y appuyer pour ne plus se laisser intimider et berner par les prétendues ruptures d'un pouvoir qui demeure ferme et constant dans son orientation de classe.

## EXTRAIT 2 (P 194)

### FAIRE CONNAISSANCE AVEC L'OLIGARCHIE

Un changement de société, allant vers plus de justice sociale, moins d'inégalités économiques, un accès plus large au savoir et à la culture, suppose de maîtriser la connaissance des réseaux qui contrôlent et asservissent la grande majorité du peuple français. Chaque citoyen doit s'intéresser aux différentes composantes de l'oligarchie, en commençant par celles dont le pouvoir s'exerce sur son lieu de résidence et sur son travail. S'informer sur les appartenances politiques des élus, être attentif aux relations qu'ils entretiennent avec les entrepreneurs de travaux publics, les promoteurs et les industriels. Dresser un tableau des interconnexions entre ces personnages importants, omniprésents dans la presse locale, qui, ensemble, ont un pouvoir dont on ne peut prendre conscience qu'en additionnant leurs liens et leurs interrelations. Construire les réseaux et les faire connaître.

Un travail de longue haleine peut-être, mais qui, dans son élaboration même, amène à réfléchir sur sa propre position dans le monde social et permet de prendre un peu de distance par rapport à sa vie personnelle,

ainsi replacée dans la complexité des relations qui incluent, mais aussi excluent.

Cette vigilance vaut pour l'univers professionnel. Quelle que soit sa place dans la hiérarchie, tout salarié doit connaître, grâce aux syndicats de l'entreprise ou par ses recherches personnelles, qui la dirige, à quel groupe elle appartient, quels en sont les principaux actionnaires et qui siège dans son conseil d'administration. Ne pas ignorer les rémunérations des uns et des autres, les bénéfices de l'entreprise, ses ramifications en France et dans le monde doit aider à faire valoir ses droits, et rendre plus prudente la direction se sachant observée.

Toute bibliothèque municipale ou d'entreprise devrait mettre à la disposition de ses lecteurs les ouvrages de référence qui donnent d'utiles renseignements sur les réseaux des dirigeants. Le *Who's Who*, par exemple. Excellent ouvrage qui permet de recouper les informations sur les individus. De l'origine sociale aux différents postes occupés en passant par les écoles fréquentées et les diplômes obtenus, le *Who's Who* est une encyclopédie biographique de toutes les élites françaises. Les adresses professionnelles et privées sont également indiquées.

Alors que la présence dans cet ouvrage est de l'initiative de la rédaction, la personnalité sollicitée pouvant toujours refuser d'y être mentionnée, le *Bottin mondain* est, quant à lui, un annuaire familial où les familles nucléaires présentes ont demandé à figurer avec le parrainage de deux personnes, la rédaction se réservant un droit de refus. Les familles sont regroupées par patronyme, ce qui donne immédiatement une idée du réseau familial. L'ouvrage comprend de nombreuses pages pratiques et des publicités qui donnent un bon aperçu du mode de vie des familles privilégiées. Et le palmarès annuel des cinq cents premières fortunes professionnelles de France établi par *Challenges*, déjà évoqué, est une mine de renseignements clairement présentés.

Les sites Internet sont enfin une source inépuisable d'informations : sites d'entreprise, d'institutions ou d'associations, ils livrent des données dont l'accès n'est pas aisé par la voie traditionnelle de la bibliothèque, de la revue ou du livre. Il en va ainsi des rapports d'activité des sociétés et des documents qu'elles sont tenues de publier. Pour les principales d'entre elles, ces informations, publiques, sont diffusées sur leur site institutionnel, sous la rubrique « Document

de référence », sous le thème « Publications financières ». Ces données sont également accessibles sur le site de l'Autorité des marchés financiers (AMF), qui présente l'intérêt de les regrouper. Ces sources révèlent la composition des conseils d'administration, ainsi que des renseignements sur les administrateurs, dont leur appartenance à d'autres conseils. Les revenus des P-DG, des hauts cadres, les stock-options, les dividendes, les jetons de présence (...)

La méconnaissance de la richesse et des riches est d'autant plus profonde qu'ils vivent entre eux, dans des quartiers à part, véritables ghettos dorés. À Paris, cet entre-soi des élites s'observe à l'ouest, en particulier dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, dont Neuilly est la prolongation en banlieue. Explorer les beaux quartiers est une propédeutique sociale efficace et pertinente. Qu'un agent d'entretien dans un groupe HLM d'Aubervilliers aille faire un tour sur l'avenue Montaigne et qu'un président de société de Bourse prenne le temps de flâner à la Goutte-d'or, voilà qui pourrait ouvrir les yeux des uns et des autres. Prendre la mesure des inégalités dans un espace aussi restreint que celui de Paris et de sa banlieue proche est une expérience utile et facile. (...)

Cette connaissance plus précise des puissants peut se diversifier presque à l'infini et permettre de comprendre la force accumulée dans ce milieu par le simple rapprochement d'agents sociaux qui occupent des positions de pouvoir. Avoir la curiosité d'établir les liens, les connivences et les complicités est à soi seul un travail révélateur, mais aussi de rupture à l'égard d'un système, celui du marché et de la concurrence, volontiers présenté par les intéressés comme étant irremplaçable tant il va de soi.

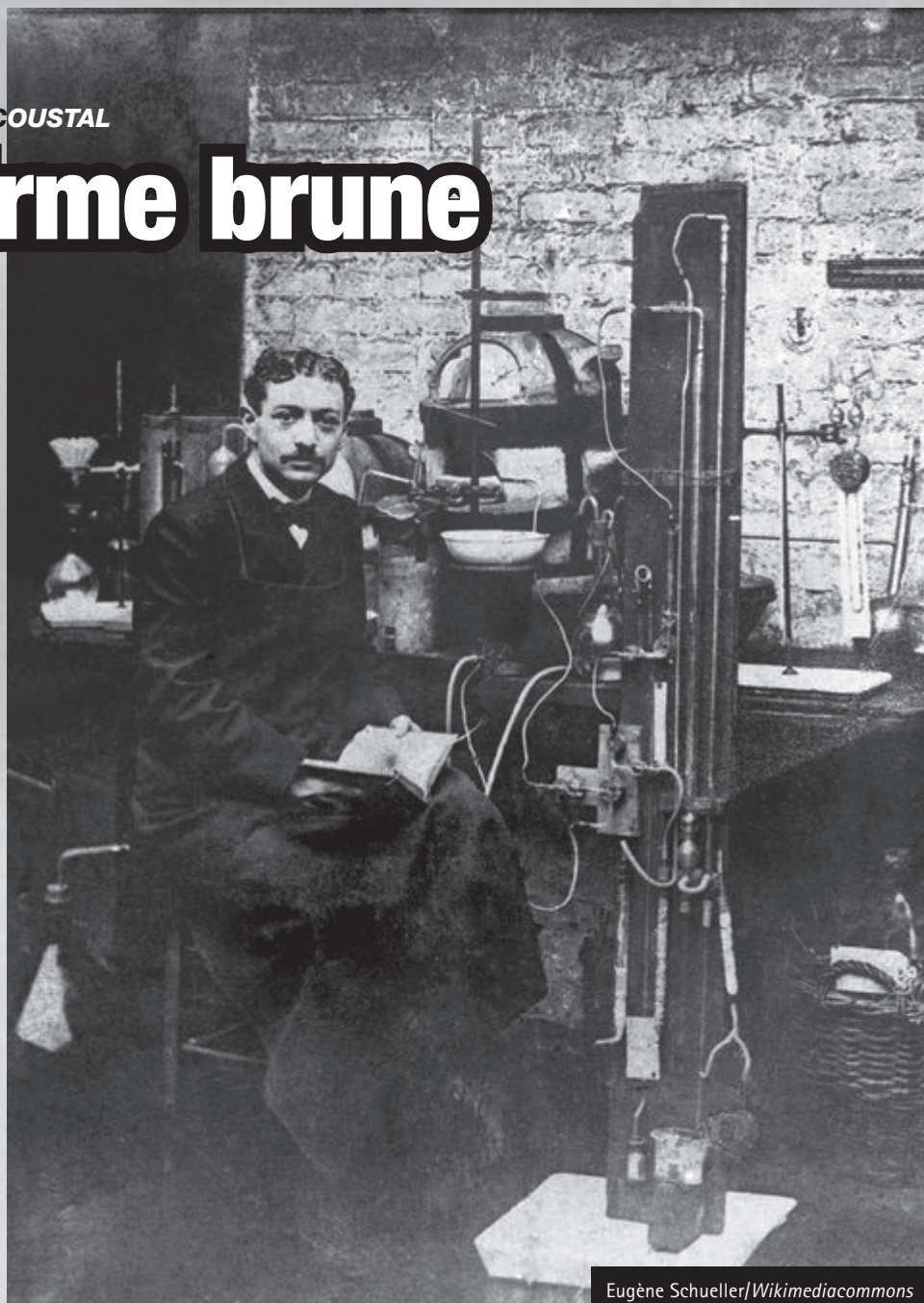
Un tel effort pourrait aboutir à une volonté de sanctions contre ces organisations de fait qui, au sommet de la nation, en règlent la marche pour leur seul profit. Le travail sur les mots devrait trouver une pertinence avec l'application du terme « bandes » à celles qui, depuis les beaux quartiers, sévissent en détruisant l'outil de travail, en fermant les usines pour cause de délocalisation, en ruinant des vies humaines au nom de la rentabilité du capital. L'intégrité des travailleurs est atteinte par la précarisation de leur emploi et les remises en question de leurs droits sociaux, dont celui de la retraite attendue et méritée.



L'ORÉAL **PAR FRANÇOIS COUSTAL**

# La firme brune

*Propulsée sur le devant de scène par l'affaire Woerth-Bettencourt, le groupe L'Oréal est un véritable cas d'école illustrant les liens entre les entreprises et le pouvoir.*



Eugène Schueller/Wikimediacommons

**D**epuis quelques mois, l'affaire «Woerth – Bettencourt» jette une lumière crue sur le monde des très riches, ainsi que sur le système de connivence fait de services rendus entre milliardaires et politiques. Elle a aussi placé sous les feux de l'actualité une entreprise: L'Oréal. La multinationale du cosmétique – 17 milliards de chiffre d'affaire, 64 600 employés, présente dans 130 pays – ne se contente pas de vendre colorants, teintures et autres crèmes de perlimpinpin pour le plus grand profit de ses dirigeants et actionnaires (au premier semestre 2010, ses bénéfices sont quand même en hausse de 21,4%...). Elle incarne aussi, de manière spectaculaire, une longue histoire faite de liens étroits avec le monde politique. Au-delà des mésaventures d'Éric Woerth, il est bon de rappeler que Luc Chatel, actuel ministre de l'Éducation et porte-parole du gouvernement, a commencé sa carrière comme chef de produit, puis comme DRH chez L'Oréal. L'Oréal a toujours su «investir» sur le personnel politique. Un personnel politique qui, en règle générale (mais il y a des exceptions), se situe plutôt à droite. Et même, à vrai dire, très à droite!

## LE JEUNE CHIMISTE EUGÈNE SCHUELLER

L'histoire commence avec la création de la «Société française des teintures inoffensives pour cheveux», ancêtre de L'Oréal. Le site Internet officiel du groupe l'indique fièrement: «Jeune chimiste et entrepreneur dans l'âme, Eugène Schueller fonde en 1909 l'entreprise qui va devenir le Groupe L'Oréal (...) Le fondateur du Groupe forge ainsi le pre-

mier maillon de ce qui fait toujours l'ADN de L'Oréal: la recherche et l'innovation au service de la beauté.» Avant de s'extasier sur ses produits phares, créés ou rachetés – Oréal d'Or, Monsavon, O'Cap, Imedia, Dop, Ambre Solaire, etc. – ou le caractère précurseur de son génie publicitaire. On y apprend aussi que L'Oréal se veut une «entreprise citoyenne» et s'est dotée d'une charte éthique qui proclame: «En portant des valeurs fortes, en respectant des normes éthiques élevées, nous serons plus que jamais une entreprise exemplaire, un groupe qui inspire à chacun confiance et respect!» Sur ce site, par contre, on ne trouve étrangement aucune information sur le parcours politique de son fondateur, le «jeune chimiste, entrepreneur dans

l'âme». Et pourtant, il y aurait de quoi faire! En effet, dans les années 1930, parallèlement à son rôle de dirigeant d'entreprise, Eugène Schueller – père de Liliane Bettencourt – est très actif sur le plan politique. Au point d'être un des animateurs et un des principaux mécènes du Comité secret d'action révolutionnaire, passé à la postérité sous le nom de «Cagoule». Il s'agit d'une organisation secrète et armée, émule d'un «fascisme à la française». Largement financée par le grand patronat, la Cagoule dispose d'appuis significatifs dans l'armée dont elle copie le modèle d'organisation. Pour le compte des services secrets de l'Italie mussolinienne, elle commet



plusieurs assassinats de réfugiés antifascistes. Mais son principal objectif est de renverser par la violence le gouvernement du Front populaire: en novembre 1937, elle fomenta une tentative de coup d'État qui échoue. Les cagouleurs prennent bientôt leur revanche: pendant l'Occupation, ils fournissent de nombreux cadres et propagandistes à la Collaboration.

### L'ORÉAL ET LA COLLABORATION

En 1940, Eugène Schueller participe à la création du Mouvement social révolutionnaire (MSR), avec le soutien de l'ambassadeur du Reich et l'approbation du chef de la Gestapo. Pas étonnant, avec de tels parrainages, que le programme du MSR vante la «nouvelle Europe libérée du capitalisme libéral, du judaïsme, du bolchévisme et de la franc-maçonnerie» et la nécessité de «régénérer racialement la France et les Français».

André Bettencourt, son futur gendre, «formé» dans les mêmes cercles politiques, n'est pas en reste, puisqu'il est, en 1940, l'une des plumes de la *Terre française*. Dans ce journal, il déverse sans retenue sa haine des juifs: «Pour l'éternité, leur race est souillée par le sang du juste. Ils seront maudits de tous». Il appelle également à la collaboration avec l'occupant: «La dénonciation serait-elle un devoir? Oui, dans la mesure où elle sert véritablement la collectivité (...) Les jeunes doivent être, dans chaque village, les agents du Maréchal».

Tout aussi significatifs sont les parcours de Jean Filiol et Jacques Corréze. Le premier, ancien cagouleur, participe au massacre d'Oradour-sur-Glane, au sein de la division SS «Das Reich». À la fin de la guerre, il se réfugie en Espagne où il est recruté... par la filiale espagnole de L'Oréal!

Quand à Jacques Corréze, lui aussi ancien membre de la Cagoule, il rejoint le MSR, puis la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) qui, à la fin de la guerre, est intégrée à une unité SS, la Division Charlemagne. À la Libération, il a quand même quelques ennuis avec la justice. Mais, ils seront de courte durée: condamné à dix ans de prison, il est libéré... en 1949! Il est alors immédiatement embauché par L'Oréal et devient le responsable du développement du groupe sur le continent américain. Ainsi, comme on le voit, fidèle aux penchants idéologiques de son fondateur resté aux commandes, L'Oréal agit comme une véritable machine à recycler fascistes et collabos.

Car Eugène Schueller et André Bettencourt ont échappé, eux, à toute poursuite, en réussissant à convaincre qu'ils avaient rallié la Résistance, au cours des dernières années de l'Occupation. Parmi les témoignages en leur faveur qui ont pesé lourd, il y a celui d'un condisciple d'André Bettencourt, rencontré au foyer catholique parisien tenu par les Pères maristes: un certain... François Mitterrand! Cette «bonne action» est immédiatement récompensée: en 1945, après une éphémère présence au gouvernement, François Mitterrand est embauché comme cadre dirigeant des Éditions du Rond-Point, qui appartiennent au groupe d'Eugène Schueller et dont la fonction principale est la publication d'un «magazine féminin» intitulé *Votre Beauté!* Deux ans plus tard, François Mitterrand est à nouveau ministre et il en profite pour remettre la médaille de la Résistance à André Bettencourt. Décidément – Éric Woerth en sait quelque chose! – chez L'Oréal, on a du goût pour les médailles! Au cours des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques, la connexion entre L'Oréal et la classe politique s'amplifie, notamment à travers l'action d'André Bettencourt. Ministre lui-même à de nombreuses occasions, il finance aussi grassement les activités de nombreux responsables politiques. Il s'agit ni plus ni moins que d'investir sur des élus ou de futurs élus dont on attend, en retour, qu'ils fassent une politique conforme aux intérêts globaux du patronat et aux intérêts particuliers du groupe. Les révélations actuelles tendent d'ailleurs à prouver que ces pratiques ont survécu.

### COMMENT BETTENCOURT ÉCHAPPE À L'IGF

Malheureusement – pour les milliardaires... miser sur des personnalités politiques n'est pas non plus une garantie absolue, les rapports de forces politiques et sociaux ayant parfois l'indélicatesse de venir perturber les scénarios les mieux étudiés. Ainsi, le programme commun de gouvernement, signé quatre ans après Mai 68 entre le nouveau Parti socialiste (dirigé par François Mitterrand) et le Parti communiste, prévoyait un nombre significatif de nationalisations. Cette perspective inquiétait fortement les dirigeants de L'Oréal et Liliane Bettencourt, l'actionnaire majoritaire. Dès 1974 – on n'est jamais trop prudent... – la riposte fut trouvée. Pour compliquer considérablement la nationalisation du groupe – si tant est que l'Union de la gauche ait réellement souhaité la mettre en œuvre – en introduisant un partenaire étranger, un accord fut trouvé avec Nestlé, sous forme d'un investissement du groupe suisse et la mise en place d'un montage financier complexe. De fait, après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, la question de la nationalisation de L'Oréal ne fut pas posée. Par contre, nouveau souci pour les Bettencourt et leurs semblables avec la volonté de la gauche de mettre en œuvre l'une de ses promesses: la création de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF, ancêtre de l'actuel ISF). Parmi les nombreux «visiteurs du soir» chargés par le patronat de faire valoir leur point de vue auprès du gouvernement socialiste, l'un des plus influents n'était autre que François Dalle, à l'époque PDG... du groupe L'Oréal.

Cette campagne patronale de lobbying est loin d'avoir été inutile. Certes, le gouvernement de l'époque a bien créé l'IGF... mais en le vidant d'emblée d'une grande partie de sa substance, puisque «l'outil de travail» – autrement dit, la propriété des entreprises – est purement et simplement exonéré d'IGF!

Financement de l'extrême droite factieuse dans les années 1930, recyclage des collabos après la Seconde Guerre mondiale, sponsoring de nombreuses personnalités politiques sous la V<sup>e</sup> République et soutien sans faille aux cercles dirigeants du sarkozysme, L'Oréal et ses actionnaires principaux ont vraiment réalisé un parcours sans faute! «Valeurs fortes» et «normes éthiques élevées», sans doute...



wikiimediacommons

MARGARET THATCHER

# Une vie politique au service du Big Business

PAR FRANÇOIS COUSTAL



DR

*Après l'épuisement de la montée révolutionnaire du début des années 1970, les années 1980 ont marqué un renversement de tendance à l'échelle internationale. Et le début de ce que l'on désignera ensuite comme la « révolution conservatrice » ou encore les années « Reagan – Thatcher ».*

*De fait, dans le Panthéon mondial des responsables politiques de la droite dure, Margaret Thatcher occupe une place éminente. Rarement un chef de gouvernement aura incarné, de façon aussi « chimiquement pure », la défense acharnée du système capitaliste et impérialiste. Elle a d'ailleurs synthétisé son credo par la formule TINA, « There Is No Alternative ».*

*Autrement dit, il n'y a pas d'alternative au capitalisme et à l'ordre mondial néolibéral...*

**T**hatcher est élue députée pour la première fois en 1959. En 1970, elle accède au gouvernement d'Edward Heath, comme ministre de l'Éducation et de la Science. Immédiatement, elle s'illustre par une mesure impopulaire... mais combien significative de ce que sera son approche tout au long de sa carrière: la suppression de la distribution gratuite de lait pour les écoliers!

Mais surtout, de mai 1979 à novembre 1990 – les dix années où elle a dirigé sans partage le Royaume-Uni – la Dame de fer s'est révélée une ennemie féroce des travailleurs et des peuples. Et, ce dans tous les domaines de la vie politique et sociale: privatisations massives dont British Airways (1987) et British Steel (1988); suppression des subventions aux entreprises jugées peu rentables; réduction des impôts pour les plus riches et diminution massive des dépenses publiques et sociales; lois antisyndicales à cinq reprises (1980, 1982, 1984, 1987 et 1988); annulation pure et simple des élections municipales de Londres en 1985 et suppression de la municipalité... qui avait le tort d'être dirigée par un travailliste de gauche (Ken Livingstone); guerre impérialiste contre l'Argentine à propos des Malouines (1982); tentative d'instaurer un nouveau système d'impôts locaux (ou poll-tax), ce qui provoqua un réveil du mouve-

ment social, d'importantes mobilisations et, finalement, le lâchage de Margaret Thatcher par l'establishment de son parti et, donc, sa chute. Mais les plus importants « faits d'armes » de Margaret Thatcher demeurent la répression brutale contre les républicains d'Irlande du Nord et la défaite infligée aux mineurs britanniques et à leur syndicat. Sous son règne, les inégalités sociales se sont accrues au Royaume-Uni comme jamais au cours du xx<sup>e</sup> siècle. Un simple chiffre illustre ce bilan: en dix ans de thatcherisme, le taux de familles vivant en dessous du seuil de pauvreté est passé de 8% à 22% de la population. 

# Le crime irlandais de Margaret Thatcher

« M. Sands était un criminel condamné. Il a choisi de s'enlever la vie. C'est un choix que son organisation n'a pas donné à beaucoup de ses victimes. »

*C'est en ces termes provocateurs et ignobles que Margaret Thatcher commenta la mort, le 5 mai 1981, de Bobby Sands à l'issue de 66 jours de grève de la faim.*

**L**e début des années 1970 marqua un renouveau du mouvement républicain irlandais auquel répondit une vague de répression de la part des autorités britanniques: des centaines de républicains – militants ou sympathisants de l'IRA (armée républicaine irlandaise) ou simplement partisans de l'égalité des droits civiques entre catholiques et protestants en Ulster – furent emprisonnés à la prison de Long Kesh et à celle d'Armagh pour les femmes. Néanmoins, ils pouvaient alors bénéficier de la « catégorie spéciale », une sorte de statut de prisonniers politiques. Ce droit fut aboli en mars 1976: les républicains irlandais seraient désormais traités comme des criminels de droit commun. Au cours des années suivantes, la lutte pour la reconnaissance du statut de prisonnier politique devient un des principaux axes de mobilisation, aussi bien des prisonniers que du mouvement de solidarité. Les prisonniers républicains refusent notamment de porter « l'uniforme des prisonniers » et revendiquent le droit de porter leurs propres vêtements civils. Face au refus de l'administration pénitentiaire, ils décident de rester nus ou enveloppés dans des couvertures. Ce mouvement est connu sous l'appellation « blanket protest ». Pour protester contre les agressions dont ils sont victimes de la part des gardiens lorsqu'ils se rendent aux WC, les prisonniers recouvrent d'excréments les murs de leurs cellules. Ils formulent cinq revendications: le droit de ne pas porter l'uniforme de prisonnier; le droit à ne pas participer aux travaux de prisonnier; le droit de libre association avec d'autres prisonniers et celui d'organiser des activités de formation ou de loisir; le droit à une visite, une lettre et un colis par semaine; et la restauration des remises de peine supprimées après le déclenchement du mouvement de protestation.

## MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ

À l'extérieur, un vaste mouvement de solidarité se développe au-delà même de la zone d'influence du Sinn Féin, la principale organisation politique républicaine qui agit en solidarité avec l'IRA: des comités de soutien aux prisonniers se constituent et se coordonnent au niveau national. Bernadette McAliskey, figure très connue du mouvement nationaliste non liée au Sinn Féin, devient la principale porte-parole du Comité national H-block/Armagh. Alors que le Sinn Féin boycotte toutes les élections (organisées de fait par les occupants britanniques), Bernadette McAliskey se présente aux élections européennes de 1979, sur une plateforme de solidarité avec les prisonniers.

Un premier mouvement de grève de la faim entre fin octobre et début décembre 1980 semble déboucher sur une prise en compte des revendications des prisonniers. En fait, il n'en n'est rien. Le 1<sup>er</sup> mars 1981, Bobby Sands « officier commandant » de l'IRA, entame une grève de la faim. Puis, progressivement, à intervalles et un individu à la fois, de nouveaux prisonniers se joignent au mouvement attirant ainsi l'attention du monde entier sur leurs conditions d'emprisonnement. À la suite du décès d'un député, une élection législative partielle est organisée. Rompant avec sa démarche de boycott des élections, Sinn Féin présente la candidature de Bobby Sands... qui est élu à la Chambre des Communes du Royaume-Uni le 9 avril 1981. Malgré cette démonstration éclatante de soutien populaire aux prisonniers républicains et la dégradation de l'état de santé des grévistes de la faim, le gouvernement britannique refuse de faire la moindre concession. Margaret Thatcher déclare: « Nous ne sommes pas disposés à considérer la possibilité d'octroyer un statut spécial à certains groupes purgeant une



DR

*peine pour avoir commis un crime. Un crime est un crime, ce n'est pas politique.*

Le 5 mai, Bobby Sands meurt. Des émeutes éclatent dans les quartiers républicains. 100000 personnes participent à son cortège funéraire. Neuf autres grévistes de la faim – liés à l'IRA ou à l'Armée irlandaise de libération nationale (INLA) – vont mourir dans les semaines suivantes. Sans réussir à faire fléchir le gouvernement britannique. Mais pour Thatcher, il s'agit d'une fausse victoire. À l'étranger, son intransigeance soulève une vague d'indignation. En Irlande même, le sacrifice de Bobby Sands et de ses camarades va considérablement élargir et amplifier le soutien populaire au mouvement républicain, principalement à l'IRA et au Sinn Féin.



MINEURS

# La victoire de la Dame de fer



DR

*Le principal exploit politique de Margaret Thatcher reste d'avoir vaincu les mineurs britanniques, contraints en mars 1985 de reprendre le travail sans avoir rien obtenu, après une grève qui a duré près d'une année. Pour le mouvement ouvrier britannique, les conséquences de cette défaite ont été considérables : consolidation d'une législation anti-grève, énorme chute de la syndicalisation, démantèlement des secteurs industriels les plus combatifs.*

**S**a victoire sur les mineurs, Margaret Thatcher l'a voulue et préparée dès avant son accession au pouvoir. Les conservateurs (Tories) avaient, en effet, une revanche à prendre : en 1972, puis en 1974, les mineurs avaient mené deux grèves victorieuses, dont la seconde avait provoqué la chute du gouvernement dirigé par Edward Heath. C'est après cette défaite électorale que Margaret Thatcher devient leader du Parti conservateur. Elle met alors en place des groupes de travail qui vont « penser la contre-révolution conservatrice » à venir, aussi bien dans ses objectifs que dans ses moyens. Document confidentiel, le rapport Ridley constitue l'une des élaborations les plus achevées de ce travail : il cible les mines britanniques comme « le champ de bataille le plus probable ». Il suggère les dispositions à prendre pour cette bataille : accumulation de stocks de charbon, recrutement de chauffeurs non-syndiqués dans les transports, modification de la législation sur les procédures de déclenchement des grèves, mise en place d'une force d'intervention policière coordonnée à l'échelon national, etc. C'est une véritable stratégie

de combat qui est ainsi décidée : elle sera appliquée avec méthode.

Margaret Thatcher parvient au pouvoir en mai 1979. Elle commence à mettre en œuvre les mesures du rapport Ridley, notamment les lois antisyndicales. Parallèlement, elle affronte les sidérurgistes : en 1980, leur grève permettra des augmentations de salaires, mais sera incapable d'empêcher la fermeture de certaines usines. Puis elle s'attaque aux ouvriers imprimeurs et à leur syndicat. En 1983, elle nomme à la tête des charbonnages MacGregor, un manager issu du secteur privé, responsable de la restructuration de la sidérurgie. Mais, sensible au rapport de forces, elle hésite à se confronter aux mineurs qui demeurent encore très populaires. En fait, elle attendra son second mandat pour déclencher l'offensive. Elle est réélue triomphalement en 1983. Alors que le chômage de masse s'amplifie, le niveau de combativité des travailleurs britanniques commence à régresser. Parallèlement, le Parti travailliste et la confédération syndicale TUC (Trade Union Congress) connaissent une évolution politique très droitière.



Qualifiée alors de «nouveau réalisme», cette dérive trouvera son aboutissement quelques années plus tard avec le «New Labour» et Tony Blair.

## GRÈVE NATIONALE

Début 1984, face aux menaces qui se précipitent, les mineurs font dix-neuf semaines de grève des heures supplémentaires. Le 6 mars, la direction des Charbonnages annonce la couleur: réduction de la capacité de production, fermeture d'une vingtaine de puits de mine, suppression de 20000 emplois. Le 12 mars, le principal dirigeant du syndicat des mineurs (NUM: National Union of Mineworkers), Arthur Scargill, proclame la grève nationale. De fait, la grève touche une forte majorité des mines, la principale exception étant la région autour de Nottingham. Alors que toutes les négociations échouent, le mouvement se durcit avec, malgré leur interdiction par la nouvelle législation anti-grève, la mise en place de piquets de grève volants qui se déplacent d'une région à l'autre pour renforcer les endroits les plus fragiles. Les affrontements avec la police se multiplient, alors que les femmes de mineurs s'impliquent directement dans le conflit: piquets de grève, manifestations, tournées des entreprises pour développer la solidarité. Car la hauteur des enjeux – comme il l'avait planifié, le gouvernement conservateur fait de cette grève un test de sa capacité à briser les secteurs combatifs du mouvement syndical – nécessiterait maintenant le développement d'un vaste mouvement de solidarité et l'extension de la grève à d'autres secteurs...

Mais cette perspective n'est absolument pas celle de la direction du TUC (et de sa tutelle politique, la direction du Parti travailliste).

La plupart des tentatives d'extension de la grève vont échouer, la direction du TUC refusant de les organiser, quand elle ne les sabote pas purement et simplement: l'action des cheminots pour empêcher le transport de charbon échoue de même que deux grèves des dockers. Prévue pour la fin septembre, la grève des contremaîtres (porions) et des agents de sécurité – qui aurait entraîné la paralysie complète des mines – est annulée, leur syndicat catégoriel ayant passé un compromis avec la direction.

## ISOLEMENT

Alors qu'il devient de plus en plus évident que les mineurs sont isolés au sein du mouvement syndical – ou, du moins, de ses sommets... – le gouvernement et la direction des Charbonnages utilise des méthodes éprouvées: division et répression. Ils suscitent la création d'un «comité national des mineurs au travail» qui, ultérieurement, sera à l'origine d'un syndicat concurrent (UDM: union des mineurs démocratiques), brisant le monopole de représentation et de négociation de la NUM. À l'automne 1984, par décision de justice, les fonds de la NUM sont bloqués. Le gouvernement et l'ensemble des médias mènent une campagne d'intoxication en faveur de la reprise du travail. En février 1985, court-circuitant le syndicat des mineurs, la direction du TUC passe un accord avec les Charbonnages! Convoqué dans l'urgence, un congrès extraordinaire du syndicat des mineurs refuse cet accord. Mais, sans perspective, se heurtant à l'intransigeance totale du gouvernement conservateur, victimes de l'isolement organisé par la direction du TUC, les mineurs décident finalement de reprendre le travail, en mars 1985.


Après cette défaite totale d'un bastion de la classe ouvrière britannique, la voie est

## L'ami chilien

«Je suis bien consciente que vous êtes celui qui a amené la démocratie au Chili, vous avez établi une constitution appropriée à la démocratie, vous l'avez mise en œuvre». C'est à Augusto Pinochet – alors arrêté à Londres à la suite d'une plainte internationale pour «génocide, terrorisme et tortures» – que Margaret Thatcher adresse ces louanges, en 1999!

De fait, ce commentaire cynique couronnait un long compagnonnage politique entre l'ancienne dirigeante conservatrice et le dictateur chilien. Non seulement Pinochet avait apporté un soutien (secret) aux impérialistes britanniques lors de la guerre des Malouines en mettant à leur disposition les radars chiliens, mais surtout, après le coup d'État de 1973, le Chili de Pinochet devint le terrain d'expérimentation des «Chicago boys», ces économistes ultra-libéraux formés par Milton Friedman, chef de file du monétarisme, défenseur acharné du libre-échange... et principale référence idéologique de Margaret Thatcher.

désormais délogée pour de nouvelles attaques de la part des Tories. Ils ne s'en privent pas, dotant le Royaume-Uni d'une des législations les plus restrictives en matière de droit de grève. Dans le même temps, cette défaite contribue à relativiser le poids du mouvement syndical – qu'il soit radical ou «réformiste», d'ailleurs... – au sein du Parti travailliste. Revenu au pouvoir avec Tony Blair, celui-ci se gardera d'ailleurs bien de remettre en cause les mesures édictées par les Tories...

Dès 1986, Mac Gregor publie un ouvrage relatant le conflit. Son titre indique assez précisément ce qui vient de se jouer: «L'ennemi de l'intérieur. L'histoire de la grève des mineurs 1984-1985». Depuis sa préparation pendant les années d'opposition jusqu'à sa conclusion, l'offensive contre les mineurs a été conçue et menée par Margaret Thatcher et son équipe comme une véritable guerre. Une guerre de classe... 

DR



## Le credo de Thatcher

«Notre politique n'est pas fondée sur la jalousie ou sur la haine, mais sur la liberté individuelle de l'homme ou de la femme. Nous ne voulons pas interdire le succès et la réussite, nous voulons encourager le dynamisme et l'initiative»

«Je n'ai jamais oublié que l'objectif inavoué du socialisme – municipal ou national – était d'accroître la dépendance. La pauvreté n'était pas seulement le sol nourricier du socialisme: elle en était l'effet délibérément recherché.»

«Le socialisme a l'État pour credo. Il considère les êtres humains ordinaires comme le matériau brut de ses projets de changements sociaux»

«Un homme a le droit de travailler comme il veut, de dépenser ce qu'il gagne, de posséder sa propriété, d'avoir l'État pour serviteur et non pour maître. Ce sont là les héritages britanniques. Ils sont l'essentiel d'une économie libre et de cette liberté dépendent toutes les autres.»

# Retour sur les oppressions croisées

PAR FÉLIX BOGGIO

*Cet article est une réponse à celui de Pierre Rousset « voir note 1 » paru dans Tous est à nous! la revue.*

## POUR COMMENCER...

Il y a tout d'abord des faits énoncés qui ne sauraient retenir notre attention. C'est le cas de ce qui, pour Pierre Rousset, relève de la « communautarisation du droit ». En ce qui concerne les soi-disant tribunaux

confessionnels, il faut rappeler que ces instances n'ont aucune prééminence sur le droit commun, et que leurs jugements peuvent être invalidés à tout moment par une décision de justice, dans l'ensemble des pays séculiers où ils sont en service. ChacunE reste, à titre personnel<sup>2</sup>, évidemment libre de mener sa vie selon des préceptes et mariages (ou divorces) religieux, c'est une conséquence de la liberté d'opinion et de pratiques religieuses. Et rien n'empêche celles qui, au regard du

droit commun, se sentent lésées par leur divorce confessionnel, de porter leur affaire devant des tribunaux de droit commun.

Quant à l'affaire concernant Amnesty International, il est faux de prétendre que Claudio Cordone, son secrétaire général, ait affirmé que le djihad défensif des talibans soit compatible avec les droits humains. Son propos ne concernait que le



©Hossam el-Hamalawy/collecteurs de la taxe foncière à Giza, en Égypte. Ils ont obtenu un syndicat indépendant.



discours de Moazzam Begg, ancien détenu à Guantanamo, et son association. En l'occurrence, Moazzam Begg considère les talibans comme des belligérants à part entière dans le conflit qui a lieu en Afghanistan, et, tout en critiquant leur action sur le plan des droits de l'homme, préconise un dialogue entre eux et les gouvernements qui les combattent. Il n'y a là, en effet, rien d'incompatible avec les droits humains.

### ISLAMOPHOBIE ET GRAND MOYEN ORIENT

La situation n'est pas seulement marquée par un déclin des solidarités et une montée de la xénophobie et des nationalismes. L'ordre néolibéral est surdéterminé par une composante impérialiste renouvelée depuis la chute du mur de Berlin. «*C'est au début de 2004 [...] que l'administration américaine dévoila son projet de Grand Moyen Orient (GMO) [...], il promettait paix, démocratie, développement et prospérité aux peuples qui occupent une région s'étendant de la Mauritanie au Pakistan.*» Le projet est vaste, et l'on comprend dès lors pourquoi l'islamophobie est devenue le dénominateur commun des discriminations en Europe. Elle permet de mener une politique de tutelle humanitaire à l'extérieur – combattre la barbarie islamiste et venir en aide à des populations passives –, et alimenter un racisme qui s'attaque de plus en plus prioritairement au prolétariat musulman des pays d'Europe, fût-il pakistanais, maghrébin ou d'Afrique Noire. Les impérialismes occidentaux justifient ainsi leurs occupations, guerres ou interventions en Afghanistan, en Irak, au Soudan ou en Somalie, et la politique de leur allié sioniste.

Il ne faut alors pas confondre : d'une part, des mesures répressives produites par une partie des classes dominantes des pays du GMO à l'encontre de toute dissidence, assimilée au blasphème, variante fondamentaliste du crime de lèse majesté ou d'insulte à la patrie ; d'autre part, le refus légitime des communautés musulmanes à voir leur religion caricaturée par les élites occidentales, que ce soit pour justifier l'occupation des pays du GMO, ou pour produire un consensus raciste qui les réduit le plus souvent à des sous-citoyens en Europe ou aux États-Unis.

De ce point de vue, si des pays aussi disparates que la Chine, Cuba, la Bolivie, ou l'ensemble de l'Organisation pour la conférence islamique, se retrouvent à l'ONU pour condamner la «diffamation des religions»,

on a plus affaire à un alignement tiers-mondiste à l'occasion des «caricatures de Mahomet» qu'à une victoire des fondamentalistes sur le droit international. L'opération a beau être risible, elle indique aussi que les révolutionnaires peuvent et doivent faire entendre leur voix propre, pour dénoncer les caricatures de la religion ayant une visée raciste dans leurs pays. Le soutien de la gauche républicaine apporté à Redeker, ou à *Charlie Hebdo* lors de l'affaire des caricatures, avait ceci d'infamant qu'il supposait une posture acritique sur le contenu des propos ou des dessins, au nom de la liberté d'expression et du «droit au blasphème».

Si les révolutionnaires condamnent la diffamation des religions qui camoufle le racisme, ils n'apportent pas pour autant leur soutien aux persécutions au Pakistan. De la même façon, ce n'est pas parce qu'il peut exister une pression pour porter le voile que lutter contre une loi qui le prohibe dans les établissements secondaires relève d'un soutien aux «islamistes» ou au «patriarcat familial». S'engager avec détermination dans un mouvement qui vient enrayer la logique raciste et sexiste d'une loi dont le principe était de renvoyer les filles voilées chez elles, c'est même disputer la conduite du mouvement aux éventuels tenants doctrinaires du port du voile. L'inénarrable «ni loi ni voile» renvoya d'ailleurs plus un message de confusion quant à la réelle volonté de se battre contre les exclusions, qu'un gage d'indépendance, et vis-à-vis des tenants de la loi, et vis-à-vis des «courants réactionnaires [...] à l'offensive dans toutes les religions».

### «MAILLON FAIBLE» ET NOUVEL ATHÉISME

Il ne s'agit donc pas de faire d'un «ennemi principal» l'alpha et l'oméga du combat anticapitaliste, il s'agit de définir, dans la conjoncture, le point de faiblesse de l'ennemi. Cet ennemi n'est pas un oppresseur principal ou secondaire, mais un système qui, pour exploiter les travailleur-se-s, se reproduire et s'étendre, a besoin d'un complexe de dominations et d'oppressions qui privilégie certainEs subalternes contre d'autres. Ainsi, déterminer stratégiquement le chaînon le plus faible, à partir duquel toute la chaîne de la domination peut être entamée, ce n'est pas livrer les oppriméEs à un ennemi secondaire, c'est produire les conditions pour que le traitement de toutes les oppressions soit possible. Ces conditions, on les trouve dans la grève des femmes voi-

lées de Mahalla en Égypte de l'usine textile occupée avec des hommes. Ce sont dans les mouvements étudiants et féministes en Iran, dans les années 1990, que les féministes islamiques ont réalisé l'unité avec les féministes séculières. En 2006 au Liban, la résistance à Israël a vaincu car «[elle] a réussi à transcender les barrières confessionnelles sur lesquelles est bâti l'inique régime politique libanais.»<sup>3</sup>

L'action des anticapitalistes doit donc être en mesure de favoriser les expériences qui condensent les oppressions croisées, et de donner une intelligibilité aux moments où la race, le genre, la nation ou la classe, se répondent les uns aux autres. Ceci implique également de se démarquer nettement des alliances opportunistes entre le pouvoir et ses mouvements privilégiés – l'instrumentalisation des filles qui refusent légitimement de porter un voile imposé –, et des divisions occasionnées par le privilège – l'exclusion des filles voilées, non seulement des écoles, mais aussi du mouvement féministe. Une femme non voilée n'est pas plus «libre» ou «émancipée» qu'une femme voilée.

À ce propos, le débat sur la religion a pu être l'occasion d'une défense aveugle de l'héritage des Lumières, dont le marxisme serait l'héritier direct, en contradiction avec toute croyance religieuse, assimilée à la simple superstition. L'histoire récente nous rappelle que, là encore, il faut se méfier des schémas simplistes voire grossiers sur la foi. Un «nouvel athéisme» se répand en best sellers sur le «poison religieux». Il a pris la tournure, chez Christopher Hitchens, ancien trotskiste, d'une justification des récentes interventions en Irak et en Afghanistan, à partir d'un constat de régression généralisée depuis la chute du mur. L'idée de «retour du religieux» s'accompagne alors d'un mépris pour les peuples épris de superstition, sans référence aucune à l'impérialisme ou à l'idéologie. Quand ces repères s'étiolent, et que les idées religieuses sont réduites aux «courants réactionnaires» qui s'appuient sur la superstition, alors on devient prêt à avaler toutes les couleuvres.



1. Hocine Belalloufi, *Guerres ou paix?*, Lazhari Labter Editions, p.81  
2. Ibid, p.51

# LIRE « HÉMISPHERE GAUCHE »

PAR PIERRE-FRANÇOIS GROND

Le dernier ouvrage de Razmig Keucheyan vise à établir une cartographie internationale des pensées critiques. Un enjeu décisif à l'heure d'une crise historique du capitalisme, de l'idéologie libérale, qui rend possible une reconstruction du combat émancipateur.

L'ouvrage est particulièrement précieux pour celles et ceux qui souhaitent saisir les différentes théories critiques produites depuis ces trente dernières années. Ainsi de Judith Butler à Alain Badiou, l'auteur nous présente en les contextualisant l'ensemble de ces productions. Il est bien sûr impossible de rendre compte de l'ensemble de ce travail et on se contentera d'insister sur trois problèmes soulevés par l'auteur.


Pour le lecteur français, il s'agit d'abord de s'appropriier un ensemble critique finalement très peu « français ». Il existe désormais un foisonnement de références dans le cadre de la mondialisation. Dans un pays habitué à la figure de l'intellectuel engagé accompagnant dans son engagement les luttes sociales et inscrivant son travail intellectuel dans un objectif émancipateur, la transition n'est pas forcément aisée. D'autant que Razmig Keucheyan insiste beaucoup pour faire de Paris le centre de la réaction, de la défaite idéologique qui a accompagné l'offensive libérale. Ainsi si la défaite de la pensée critique s'inscrit dans un contexte de défaite idéologique du mouvement ouvrier, d'assauts capitalistes contre les droits accumulés par le monde du travail pendant les trente glorieuses, le rôle des intellectuels français, pour la plupart venus de la gauche voire de l'extrême gauche, dans la restauration idéologique du capitalisme libéral est décisif. D'où une difficulté à saisir les champs de force de la résistance dans

un pays où ceux-ci ont été particulièrement affaiblis. On connaît bien l'histoire des nouveaux philosophes, des Glucksman, BHL et autres. On sait moins l'influence qu'ont eu ces néo-convertis dans l'offensive idéologique néolibérale. Que l'on se rappelle le succès international du *Livre noir du communisme* de Stéphane Courtois par exemple qu'un Berlusconi s'est empressé de faire traduire en Italie. Une invitation supplémentaire donc à sortir des frontières. Non qu'il n'existe pas en France surtout depuis novembre et décembre 1995 des penseurs critiques (Badiou, Bourdieu, Bensaïd...) mais c'est peut-être ici que la contre-réforme idéologique est la plus prégnante.

Un autre aspect joue un rôle clé dans la production même des théories critiques : la place centrale des universités américaines. Si le fameux « brain drain » est bien connu dans le domaine scientifique et technologique, c'est-à-dire la capacité financière dont disposent les universités américaines à attirer scientifiques et universitaires, ce phénomène touche également la pensée critique, les productions remettant en cause le capitalisme. Avec toute une série de conséquences : une capacité de diffusion démultipliée, de penser le système de l'intérieur de son principal centre, mais également une dépendance vis-à-vis de ces institutions si l'on considère que « d'où l'on parle » a des incidences sur la production même des idées. Enfin, le lecteur est à la fois séduit par le foisonnement des centres d'intérêt, l'éclectisme des champs actuels de la pensée critique, mais



également par la difficulté à produire du global, à refonder une pensée socialiste, un après le capitalisme, intégrant anciennes et nouvelles questions. Peu d'auteurs s'y risquent. Comme si les défaites pesaient encore trop lourdement. D'ailleurs, Razmig conclut son ouvrage sur les perspectives socialistes en reprenant des scénarios qu'avait établis Perry Anderson. Inscrivant ainsi ce travail dans une perspective plus large : un chantier de refondation du socialisme. Trois pistes sont ainsi ouvertes : le débat stratégique, l'intégration de la question écologique, la mondialisation des pensées critiques qui sont disséminés aux quatre

coins de la planète, mais surtout les conséquences politiques et idéologiques du basculement du capitalisme vers l'Asie, vers les puissances émergentes. Car la question décisive qui traverse l'ouvrage est bien le lien à établir entre les systèmes critiques et les luttes sociales. Lien difficile à réaliser dans le champ clos des universités américaines mais qui est néanmoins la question déterminante de notre temps. 

PAR CHRISTIAN RIALTO

# De la philosophie

## L'UTOPIE LITTÉRAIRE

*Quel intérêt peut avoir la littérature de fiction pour construire un « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » ? Romancer l'utopie, est-ce vain ou est-ce contribuer à la rendre possible ?*

*Pendant de nombreux siècles, la littérature spéculant sur des sociétés idéales a été essentiellement philosophique ou religieuse. Puis les bouleversements sociaux, technologiques et politiques ont fait descendre les idées de transformation sociale dans l'arène politique. Mais la critique sociale n'a jamais quitté le champ de la littérature de fiction.*

**L'**alphabétisation a permis une création culturelle foisonnante, débouchant sur l'industrie du loisir. La littérature communément appelée « science-fiction » est apparue ainsi comme un genre populaire distrayant, « mineur », comme le roman policier ou la bande dessinée... et donc bien loin d'un programme politique ! Pourtant, le cheminement de l'utopie en littérature montre l'intérêt, même limité, de la science-fiction pour une réflexion critique mais aussi une relance de la crédibilité d'une société communiste. Car bon nombre d'ouvrages de science-fiction ont réinvesti tous les terrains de la transformation du monde : la propriété, les technologies, les rapports sociaux, les tensions entre la liberté individuelle et l'intérêt collectif, l'écologie, le féminisme...

### LES BASES PHILOSOPHIQUES ET LITTÉRAIRES DE L'UTOPIE

Le terme « utopie » a été forgé par un notable anglais de la Renaissance, Thomas More, formant un jeu de mots grecs entre « outopos » (le non-lieu, nulle part) et « eutopos » (le lieu du bonheur). Son ouvrage « Utopia », publié en 1516, détourne le genre du récit de voyage pour opposer cette île imaginaire à la société de l'époque. More s'inspire d'un sujet développé dans le monde grec : la cité idéale, le gouvernement parfait recherché par Platon au IV<sup>e</sup> siècle avant Jésus Christ. Le philosophe grec l'a ainsi mis en scène dans un lointain passé pour l'opposer à l'Atlantide, utopie corrompue. Parmi les sources antiques

de l'utopie existait déjà le mythe de l'Âge d'or comme période où la terre fournissait d'elle-même à satiété tout ce que les hommes désiraient, mythe prolongé au Moyen Âge en s'inspirant du (réel) « pays de cocagne ». Par ailleurs de nombreuses expériences de collectivisme paysan partiel ou total ont été pratiquées en Europe par des petites communautés depuis la fin du Moyen Âge, souvent dans des régions reculées.

Avec More, sont présents tous les ingrédients d'un genre qui sera exploré entre autres par Rabelais (1534), T. Campanella (1623), F. Bacon (1626), Cyrano de Bergerac (1650), D. Defoe (1724), Marivaux (1725), J. Swift (1726) et Voltaire (1752). La question de la propriété collective est au centre de ces essais, face au constat du sort misérable des paysans ou des ouvriers. Ce collectivisme a un sens moral de lutte contre l'égoïsme et la cupidité. En revanche, More et beaucoup de ses successeurs ont une conception paternaliste et peu démocratique de l'exercice du pouvoir. Le recours à l'imaginaire et la remise en cause de l'ordre social provoquent une critique de l'utopie comme symbole de farfelu. Pourtant, tous ces penseurs de la Renaissance puis des Lumières refusent de faire appel au magique ou à l'intervention divine pour résoudre les difficultés d'une société idéale, et se veulent rationnels.

L'accélération de l'industrialisation au XIX<sup>e</sup> siècle, et son cortège de misère font que les utopistes ne sont plus seulement des écrivains et théoriciens mais aussi des militants qui veulent mettre en pratique leurs idées. On

# Utopie à la science-fiction

parle de socialisme utopique pour qualifier les projets de Charles Fourier (le Phalanstère, 1830), Saint-Simon, Robert Owen, Étienne Cabet (Voyage en Icarie, 1840). Marx a critiqué sans nuances ces approches « idéalistes » qui évacuent l'affrontement avec la société existante, et a replacé la question de la méthode de transformation au centre. Les partis ouvriers et marxistes se sont d'ailleurs attelés à permettre une construction pratique du socialisme, sans « spéculation ».

## UTOPIE, ANTI-UTOPIE ET AVÈNEMENT DE LA « SCIENCE-FICTION »

L'utopie sociale se concrétisant, sa critique est menée en politique d'abord par les classes dominantes. L'économiste libéral John Stuart Mill a introduit l'épithète « dystopie » (ou mauvais lieu, du grec) au Parlement britannique en 1868. D'autres parlent d'« anti-utopie » pour confirmer l'évolution péjorative du terme. Mais l'utopie d'une organisation sociale « scientifique » amène aussi des réflexions critiques sur la gauche, plus littéraires. Car « jusqu'aux philosophes des Lumières, l'utopie était socio-politique ; avec la révolution industrielle, elle tend à devenir technico-scientifique » (Pierre Musso, supplément *Le Temps des Utopies* du « Monde diplomatique », été 2010). L'utopie prenant les deux directions technologique et sociale, sa critique également : les risques des ruptures techniques, ceux des ruptures sociales... et ce qui sera englobé dans la « science-fiction » naît de l'exploration littéraire de ces quatre points cardinaux,

vertébrée par le style, la force d'imagination et par l'aventure épique. Parmi ses pères fondateurs, Jules Verne développe l'aspect technico-social ou moral de l'utopie ; Charles Renouvier s'intéresse à l'aspect politico-social, J. H. Rosny aîné (qui crée le terme « astronaute » dans *les Navigateurs de l'infini* en 1925) et Herbert G. Wells creusent eux tous les aspects. Wells, dans *la Machine à remonter le temps* (1895), *Quand le dormeur s'éveillera* (1899), et *Une utopie moderne* (1905) peut être considéré comme le fondateur de l'anti-utopie littéraire.

Le terme « science-fiction » lui-même apparaît aux USA dans les années 1920 et s'est imposé malgré ses imperfections face aux propositions alternatives – « anticipation », « fiction spéculative » entre autres – du fait d'une lame de fond qui a porté le genre à ce moment-là, mais qui l'a aussi dévalorisé intellectuellement : le « pulp » (du nom de la pâte à papier bon marché des magazines). En effet, sur la base de l'accélération des progrès techniques et de la massification culturelle a fleuri aux USA une industrie des périodiques thématiques bon marché comme *Amazing Stories*, *Argosy*, *Astounding Stories*... La qualité est la plupart du temps faible, mais le succès est massif grâce au piment de l'exotisme et de la science dans la littérature d'aventure, en premier lieu chez les adolescents de niveau scolaire au-dessus de la moyenne. Dans les pulps, la science est souvent moins questionnée que dans la plupart des romans d'utopie qui s'intéressent d'abord aux conséquences de changements politiques et sociaux. Il

n'empêche que le terme « science-fiction » a englobé toute cette littérature, parfois au grand désespoir des auteurs concernés!

En effet, une production de fictions spéculatives de qualité n'a jamais cessé, et a plutôt traité d'anti-utopie que d'utopie, comme reflet de l'époque de la victoire puis de la dégénérescence de la Révolution russe de 1917, et du développement général du machinisme à la fin de la Première Guerre mondiale. L'utopie se concentrait sur le bien de la collectivité humaine, l'anti-utopie part de l'individu. On peut citer *R.U.R. (Rossum Universal Robot)* de Karel Capek, où apparaît le terme robot en 1920 ; *les Nôtres* d'Eugène Zamiatine, critique du contrôle total de l'État sur la vie privée en 1924 ; *Metropolis* de Fritz Lang, premier grand film d'anti-utopie en 1929 ; et surtout *le Meilleur des Mondes* d'Aldous Huxley en 1932, un des plus gros succès éditoriaux du xx<sup>e</sup> siècle ; enfin juste après-guerre, mais dans la même veine Georges Orwell publie *1984*, critique définitive du totalitarisme et en particulier du stalinisme, en 1948.

À la suite d'Huxley dénonçant le conditionnement social, la manipulation génétique et l'eugénisme, de nombreux auteurs de science-fiction traitent du risque de la prise du pouvoir par les scientifiques, technocrates ou toute catégorie particulière de la population, comme Ray Bradbury (*Fahrenheit 451*, 1954), John Brunner, Norman Spinrad, Franck Herbert et bien d'autres.

## L'UTOPIE MAINTENUE, VERSANT ANARCHISTE OU ALTERMONDIALISTE

Dans les années 1960, la science-fiction de qualité se rajeunit, se féminise et se démocratise, en même temps que de nouveaux thèmes sont traités comme le colonialisme, la surpopulation, le féminisme ou l'écologie. Même minoritaire, l'utopie collectiviste est pourtant toujours présente.

Souvent, la question de la gestion sociale de la rareté dans le futur est éludée par une pirouette d'auteurs qui inventent des «machines synthétiseuses» produisant tous les biens matériels souhaités, comme Arthur C. Clarke dans *la Cité et les Astres* (1956), Barjavel dans *la Nuit des Temps* (1968) ou plus tard Ian Banks dans le cycle de «la Culture» – pour développer d'autres réflexions, comme la démocratie ou la famille chez Clarke. Mais plusieurs auteurs majeurs se sont confrontés à la description d'utopies du futur nées de mouvements révolutionnaires contre l'ordre capitaliste, et tâtonnant pour se construire sous la contrainte de la rareté des biens.


Ainsi, très étonnamment l'auteur militariste réactionnaire Robert A. Heinlein invente dans *Révolte sur la lune* (1966), une société prônant une liberté totale, jusque dans les relations matrimoniales, et le rejet de toute forme d'autorité étatique. Pas d'impôts, pas de service public, la base de fonctionnement du système étant l'auto-organisation. Sa proposition ressuscite en science-fiction le genre des utopies à programme, sur un mode libertarien.

Plus marquant est le roman d'Ursula Le Guin, *les dépossédés* (1974). L'histoire a lieu sur la planète Urras et sur sa lune Anarres qui possède une atmosphère. Afin d'empêcher une rébellion des ouvriers anarchosindicalistes (menés par une femme, Odo), les États d'Urras ont donné Anarres aux révolutionnaires, approximativement 200 années plus tôt. Anarres est en théorie une société sans gouvernement ni institutions autoritaires coercitives. La langue construite reflète les fondations philosophiques de cette «utopie ambiguë» (selon l'auteur), l'usage du possessif est fortement découragé. Pris comme sujet d'étude sérieuse à plusieurs reprises, ce roman contient une véritable expérimentation du projet anarchiste. Néanmoins, la planète où les dissidents Odoniens fondent leur société, prônant la liberté totale et la coopération, est très inhospitalière et ne correspond pas vraiment à un pays de cocagne. Le physicien Shevek, en essayant de trouver des

solutions comprend que la révolution qui a amené son monde est devenue stagnante, et que les structures de pouvoir commencent à exister là où il n'y en avait aucune avant.

Des auteurs français se sont également confrontés à de telles problématiques, comme Serge Lehmann ou Ayerdhal dans *Parleur ou les chroniques d'un rêve enclavé* (1997), revisitant la Commune dans un Moyen Âge proche de la Fantasy, ou le même avec Jean-Claude Dunyach dans *Étoiles mourantes* (1991) explorant une société totalement intégrée aux réseaux informatiques.

Mais l'auteur le plus caractéristique de la nouvelle période marquée par la crise capitaliste et l'altermondialisme est sans conteste Kim Stanley Robinson, qui avec sa trilogie martienne (1 600 pages!) crée une œuvre utopique d'une très grande richesse. Ces romans intitulés *Mars la rouge* (1992), *Mars la verte* (1993) et *Mars la bleue* (1996), étalent leur action sur deux siècles à partir de 2026 et chroniquent avec précision, empathie et poésie la colonisation et la terraformation de la planète Mars, mais aussi la révolte des scientifiques et colons envoyés sur place contre les firmes transnationales. Robinson n'élude aucune question importante, ni les nombreux désaccords programmatiques traversant les révolutionnaires, en particulier au sujet du degré de transformation que doit subir la planète, ni les difficultés tactiques comme la violence ou les liens avec la Terre qui amènent à la formation de nombreux courants politiques (Verts, Rouges, «bogdanovistes», communistes, «mars-unionistes», «aérophanistes»...). Ainsi la résistance est unifiée en 2104, mais la Seconde Révolution n'a lieu qu'en 2127, profitant d'un affaiblissement du pouvoir de la Terre confronté à une catastrophe écologique. En même temps, la critique sociale et écologique des transnationales (qui tendent à devenir métanationales en rachetant la dette des États-nations sur Terre) est fouillée, comme la réflexion sur l'augmentation de la longévité humaine.

L'éditeur de Jules Verne, Hertzl, définissait son but littéraire comme «l'instruction qui amuse, l'amusement qui instruit». Pour Ayerdhal, «la science-fiction, parce qu'elle est un puissant outil pédagogique, toutes sciences confondues, est un formidable véhicule idéologique». Dans le cas de Robinson, comme chez beaucoup des auteurs précédemment cités, la science-fiction semble épouser le concept utopique: transférer ailleurs des préoccupations réelles pour mieux les questionner. 

Un site incontournable sur le sujet: [cafardcosmique.com](http://cafardcosmique.com), «Le webzine de l'actualité de la science-fiction, de la fantasy et du fantastique».

## Un genre particulier: l'uchronie

Entre 1857 et 1876, Charles Renouvier écrit *Uchronie* (l'utopie dans l'histoire): *esquisse historique apocryphe du développement de la civilisation européenne tel qu'il n'a pas été, tel qu'il aurait pu être*. Il désigne ainsi une littérature du «non-temps», voie que d'autres avaient déjà empruntée, explorant l'imaginaire d'une histoire qui bifurque. Dans son roman, la divergence avec notre histoire se produit au II<sup>e</sup> siècle, à Rome: le christianisme ne devient pas religion d'État conquérante, mais se développe chez les barbares, sous une forme plus douce et plus évangélique. Au XVI<sup>e</sup> siècle, l'Europe hérite d'une histoire sans guerres, où le progrès social peut se déployer pacifiquement... Beaucoup plus tard, le genre aura une belle postérité. Ainsi dans *le Maître du Haut Château* de Philip K. Dick, Hitler et Hiro Hito ont gagné la Seconde Guerre mondiale. L'uchronie (ou alternate history dans les pays anglo-saxons) devient un jeu prisé, mais la plus intéressante (et la plus humoristique) se trouve dans le roman de Roy Lewis *La Véritable Histoire du dernier roi socialiste* (*The Extraordinary Reign of King Ludd*, 1990). Roy Lewis imagine qu'en 1848, des révolutions socialistes européennes victorieuses ont imposé au monde une société égalitaire où les citoyens vivent désormais à l'abri des dangers d'une guerre, d'une industrialisation débridée... et de progrès corrupteurs sous l'influence du courant luddiste et des corporations professionnelles. Or, dans certains pays comme l'Angleterre, le nouveau régime, mû par des raisons utilitaires (convertir l'Inde au socialisme), n'a pas renoncé à la royauté. Le dernier roi socialiste raconte comment, un siècle plus tard, une contre-révolution l'utilise pour instaurer le règne du progrès et de la consommation à outrance au nom du «laissez-nous faire!». Au-delà de l'ingéniosité des romanciers, l'uchronie marque que l'histoire n'est pas une mécanique, mais est ouverte et dépend des hommes et des événements.



## BIBLIOGRAPHIE

**Le programme-compromis de la révolution de Mars (déclaration de Dorsa Brevia, 2104):**

1. La société martienne sera composée de nombreuses cultures différentes. Les libertés de religion et d'usages culturels devront être garanties. Nul groupe de cultures ne devra être en mesure de dominer les autres.
2. Dans cette culture de diversité, il faudra garantir que tous les individus ont des droits inaliénables, y compris les moyens fondamentaux d'existence, le droit aux soins, à l'éducation et à l'égalité devant la loi.
3. La terre, l'air et l'eau de Mars sont sous l'intendance commune de la famille humaine et ne sauraient appartenir à aucun individu ou groupe.
4. Les fruits du labeur de tout individu lui appartiennent et ne sauraient être appropriés par tout autre individu ou groupe d'individus. Dans le même temps, le labeur humain sur Mars fait partie d'une entreprise commune, pour le bien commun. Le système économique martien doit refléter ces deux faits et maintenir l'équilibre entre l'intérêt personnel et l'intérêt de la société environnante.
5. L'ordre métanational qui régit la Terre est incapable d'incorporer ces deux principes. À la place, nous devons mettre en place une économie fondée sur la science écologique. Le but de l'économie n'est pas un « développement soutenable » mais une prospérité soutenable par la biosphère toute entière.
6. Le paysage martien lui-même a certains « droits d'existence » qu'il faut respecter. L'objectif des altérations de l'environnement doit par conséquent être minimaliste : ce qui se trouve au dessus de 4000 mètres, et qui constitue 30% de la planète, sera préservé dans des conditions similaires aux origines pour constituer autant de zones sauvages naturelles.
7. Le peuplement de Mars est un processus historique unique [...] qui déterminera autant de précédents pour l'installation des humains dans le système solaire et suggèrera des modèles pour les rapports à venir entre l'humanité et l'environnement terrestre. Nous devons nous en souvenir quand nous prendrons les décisions nécessaires concernant la vie ici.

# LES DESSINS D'ENFANTS EN PALESTINE À DE GAZA ET EN CISJORDANIE

PAR MURIEL MODR

**M**ai 2003, dans les camps de réfugiés de El Burej, Jabalia, Khan Yunis, Nuseirat, Rafah, j'ai reçu chaque dessin d'enfant comme une lettre.

Grâce à la traduction des étudiants présents, les enfants ont pu m'expliquer le dessin. Le temps en Palestine ne se déroule pas, il est fait de fragments imprévisibles, liés aux ruptures imposées par les agressions de l'armée israélienne. Dessin d'un impossible calendrier à Rafah ou d'une sieste rêvée à Nuseirat par Brahim, 9 ans, pour qui chaque instant posé pour faire quelque chose est un instant de gagné.

Les étudiants sont presque tous des enfants de la première intifada, animateurs dans les centres culturels et jardins d'enfants. Leur écoute des commentaires est précieuse, situation où ils reconnaissent ce qu'ils vivent eux-mêmes au quotidien. Chaque fois qu'ils aperçoivent une possibilité d'évasion dans l'expression, ils proposent aux enfants de s'en saisir. Lorsque c'est sombre, il faut parler longtemps, clairement, participer au théâtre forum, se réunir. Le monde, les échanges et les voyages sont aussi présents dans les dessins, comme un héritage populaire.

En rentrant, revoir les dessins un par un, un réel à des milles du journal télévisé. Avec les photographies, c'est le contraste entre la tenue et la personnalité de chaque enfant face aux entraves du déroulement de la vie quotidienne, le soin de vouloir vivre, j'ai ré-entendu « c'est aussi pour demain ».

Le choix des titres de presse comme « la situation » à la place de colonisation armée, le mot Palestine absent des cartes géopolitiques, « ces Territoires » où la terre est de plus en plus détruite comme des tremblements de terre


quotidiens, des catastrophes sans secours ni aide humanitaire internationale. Ce sont des tanks, des bulldozers qui font la catastrophe, la nakba. Des destructions visant à déstructurer l'organisation de la vie, qui obligent les enfants comme le dessin de Jabalia sans les repères, d'une maison vers l'école plus de route, de Quarara des serres comme traversées par un ouragan. En 2003, la mer n'est toujours pas accessible, c'est l'appropriation des colons et s'en approcher pour prendre un bain, c'est risquer sa vie. Tous les jours des enfants risquent leur vie pour vivre, pour s'inventer des repères que l'armée israélienne leur interdit. Ils risquent aussi leur vie pour jouer, pour un cerf-volant qui suit le vent et ne reconnaît pas l'armée. À Gaza comme en Cisjordanie personne ne baisse les yeux. Février 2005, à deux, nous rentrons difficilement pour trois jours dans Gaza avec une coordination. Année d'élections (présidentielle en janvier) et programme d'évacuation de toutes les colonies de Gaza pendant l'été. Impossible de descendre plus bas que Nouseirat. Nous constatons physiquement ce que nous connaissions des rapports journaliers écrits du PCHR, aussi immédiatement une tension quotidienne en déséquilibre avec la chaleur de l'accueil, les activités continuant autant que possible dans les écoles, les centres ainsi que les réunions des femmes à Jabalia, Nouseirat, Bureij, nous avons marqué ces trois jours par des marque-pages. Je propose le café ou le thé concentré pour remplacer la peinture. Tout commence à beaucoup manquer. Difficile de partir si tôt.

Dans nos échanges par mail, la question de l'actualité internationale est toujours aussi présente pour les demandes de réactions face à

la situation du blocus, des incursions et destructions par l'armée israélienne, de l'enfermement de Gaza Prison. En janvier 2006, le Hamas est élu aux législatives à Gaza, blocus immédiat décrété par Israël avec le soutien des États-Unis et de l'Union européenne

2006, impossible de rentrer dans la Bande de Gaza. En Cisjordanie nous retrouvons l'artiste Bachar Al Houroub qui a créé les gravures du livre : Journal sous occupation de Bassima Takroui, livre que nous venons de traduire et publier en France. Bachar et Bassima sont aussi animateurs d'ateliers de dessin et d'écriture dans le camp de réfugiés d'Almari Ramallah où nous improvisons une suite des marque-pages. Pour correspondre, ne pas accepter les séparations.

2006. Bil'in proche de Ramallah est un village de Palestine qui veut continuer d'exister, qui lutte pour sauvegarder sa terre, ses oliviers, ses ressources, sa liberté. En annexant près de 60 % de ses terres pour y construire le mur de séparation, l'État d'Israël

étouffe le village, le détruit chaque jour un peu plus en emmurant ses habitants. Chaque vendredi matin depuis février 2005 les habitants et des internationaux manifestent pacifiquement jusqu'au mur et vers leurs terres. Chaque fois l'armée agresse violemment. Après la manifestation nous faisons le point et nous mangeons ensemble. Autour d'un thé à la sauge avec les plus jeunes qui étaient eux aussi à la manifestation, nous nous donnons rendez-vous pour une autre forme d'action. Il s'agit d'aller « en poste avancé » prendre des notes et esquisses sur l'occupation du paysage près de l'ancien cabanon des paysans avant l'arrivée de l'armée. De fait, les dessins témoignent aussi du ballon de foot indispensable pour marquer des buts ! Avec un dernier verre de thé nous exposons tous les dessins et faisons ensemble un choix pour le projet qui vient de s'inventer : éditer un dépliant recto-verso, une petite forme, que nous ferons en partie revenir sur Bil'in. Encore une fois peu de temps et beaucoup d'énergie à vivre en résistance dans de multiples expressions. 



*Regard au quotidien : 2001 à 2010 enfants et résistance palestinienne au quotidien culture et enseignement photographies et dessins extraits des rencontres atelier correspondances principalement avec les camps de réfugiés de la bande de Gaza et Bil'in. Les photographies "une centaine" sont montrées sur des pancartes et bâtons, matériel militant, contre mur et grille comme une situation de départ en manifestation. Une documentation à lire informe et situe les prises de vue. Il y a aussi un dépliant réalisé avec les enfants de Bureij, Jabalia et Nuseirat. L'ensemble est conçu pour s'adapter à différents lieux.*

